

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(92)5

Vol. 1992/0001

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 3 janvier 1992

SEC(92) 5

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/5/92

ACCELEREE SPECIALE

Délai: JEUDI 9 JANVIER 1992 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : *Déclaration de la Commission sur une position commune du Conseil*

- Proposition de directive du Conseil concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux

Membre chef de file : M. CARDOSO E CUNHA
Membres associés : M. le Président
M. BANGEMANN

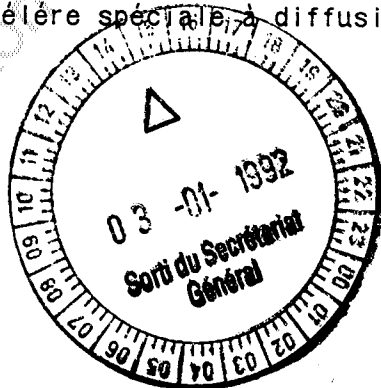
Décision proposée :

- approuver le projet de déclaration ci-jointe de la Commission sur la position commune du Conseil relative à la proposition sous objet, sous forme de communication de la Commission au Parlement européen, conformément à l'article 140, 2, b), du traité CEE

Commentaire

Avis du Parlement européen : 17.04.91 - Position commune du Conseil : 19.12.91

Conformément aux dispositions de procédure en vigueur (COM(89) PV 975, IV, b.), ce projet est soumis à l'approbation de la Commission par voie de procédure écrite accélérée spéciale, à diffusion limitée.



D. F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. MANIATOPOULOS, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XVII /C/2 Energie

- pour avis -

SJ Service Juridique

: Avis favorable

Langue originale

: FR

A défaut de réception des versions linguistiques manquantes avant l'échéance, la procédure écrite sera suspendue.

Bruxelles, le ... décembre 1991

PROCEDURE DE COOPERATION

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

AU PARLEMENT EUROPEEN

CONFORMEMENT A L'ARTICLE 149 2.b)
DU TRAITE

CONCERNANT

LA POSITION COMMUNE DU CONSEIL

RELATIVE A

LA PROPOSITION DE DIRECTIVE DU
CONSEIL CONCERNANT LES EXIGENCES DE RENDEMENT
POUR NOUVELLES CHAUDIERES A EAU CHAUDE
ALIMENTEES EN COMBUSTIBLES LIQUIDES OU GAZEUX

PROCEDURE DE COOPERATION

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

AU PARLEMENT EUROPEEN

conformément à l'article 149, para 2 b) du Traité CEE

Commentaires de la Commission
au sujet de la position commune du Conseil
sur la Proposition de directive
concernant les exigences de rendement
pour nouvelles chaudières à eau chaude
alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

1. Historique du dossier

- * En date du 15 octobre 1990, la Commission a transmis au Parlement Européen et au Conseil la proposition de directive.
- Document COM (90) final - SYN 294 publié au J.O. n°C 292 du 22.11.90 p8.
- * En date du 17 avril 1991, (J.O. n°C 129 du 20.05.1991 p97) le Parlement européen a, en première lecture, approuvé la proposition de la Commission sous réserve d'y apporter 8 amendements.
- * Le 10 septembre 1991, la Commission a informé le Groupe Energie du Conseil de sa position adoptée lors de la réunion plénière du Parlement européen du 17 avril 1991: 2 amendements acceptés intégralement, 1 amendement accepté partiellement, 5 amendements rejetés.
- * Au cours de sa 284e session plénière, le Comité économique et social a adopté le 28 février 1991 à une large majorité l'avis favorable publié au J.O. n°C 102 du 18.04.1991 p46.
- * Au cours de sa réunion du 19 décembre 1991 le Conseil a adopté une position commune.

2. Objet de la proposition de la Commission

La proposition de directive du Conseil (CEE) concerne les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, établie en vue d'améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie dans la Communauté tout en garantissant la libre circulation des produits.

3. Commentaires sur la position commune

3.1 La position commune a été acquise à l'unanimité.

3.2 Sort des amendements demandés par le Parlement européen en 1ère lecture (cf Tableau 1 en annexe):

- Amendements acceptés par la Commission et intégrés dans la position commune:

- * Amendement 5 - (accepté partiellement)

Les éléments du 2e paragraphe du point 1, concernant la présomption de conformité aux exigences essentielles des équipements conformes aux normes harmonisées, ont été repris dans l'article 7.1.

Les éléments du point 2 de cet amendement concernant les méthodes harmonisées de mesure des rendements et les tolérances à appliquer sont repris à l'article 5.2.

- * Amendement 7 -

L'article 7 auquel cet amendement apportait une modification rédactionnelle, a été modifié pour tenir compte de la décision du Conseil 90/683/CEE du 13 décembre 1990 concernant les modules relatifs aux différentes phases des procédures d'évaluation de la conformité. La préoccupation du Parlement a été prise en compte dans la nouvelle rédaction.

- * Amendement 8 -

Cet amendement a été introduit à l'article 1er.

- Amendement non accepté par la Commission mais intégré dans la position commune après adaptation.

- * Amendement 3 -

Les chaudières à condensation ont été incluses dans le champs d'application de la directive avec des exigences de rendement spécifiques significativement plus élevées que celles définies pour les chaudières standard dans la proposition initiale de la Commission. Cette catégorie a été introduite pour des raisons de marché intérieur et de promotion des chaudières très performantes.

3.3 Autres changements

La position commune diffère sur plusieurs points de la proposition modifiée de la Commission.

Ces différences sont reprises au Tableau 2. Elles ne modifient pas dans sa substance la proposition initiale de la Commission.

La Commission a marqué son accord aux modifications introduites dans la position commune. Les raisons justifiant ces modifications sont données au Tableau 3.

4. Conclusions

Les Etats membres ont réservé un accueil favorable à la proposition de la Commission tant en ce qui concerne l'objectif global que pour ce qui est du principe de la fixation de niveaux élevés de rendement.

Toutefois, des difficultés sont apparues lors de l'examen des exigences quantifiées de rendement.

Certains Etats membres ont demandé des rendements plus élevés; d'autres par contre considéraient les exigences proposées par la Commission comme étant déjà beaucoup trop élevées.

Un compromis a pu être trouvé sans toucher à la substance de la proposition initiale: la concession faite à certains Etats membres d'admettre sur leur territoire des chaudières moins performantes que celles qui jouiront de la libre circulation dans toute la Communauté, est justifiée par les caractéristiques particulières de leur parc immobilier. En contrepartie, la possibilité d'introduction de conditions de mise en service permet d'exiger l'installation de chaudières très performantes là où cela s'avère justifié.

Les effets de ces deux dernières mesures seront soumis à surveillance permanente de la part de la Commission qui devra veiller au maintien de l'objectif d'efficacité énergétique tout en garantissant la libre circulation des chaudières portant la marque CE.

Proposition de Directive concernant les exigences de rendement pour nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux - COM(90) 368 final-SYN-294

<i>Amdnt n°</i>	<i>Considérant ou article</i>	<i>Contenu</i>	<i>Acceptable</i>	<i>Commentaires</i>
1	Article n° 1	<i>Etend le domaine d'application à toute la gamme de puissance</i>	NON	<i>La délivrance des attestations prévues ne se ferait pas dans des conditions acceptables</i>
2	Article n° 2	<i>Modifie des définitions, en supprime d'autres</i>	NON	<i>L'absence de certaines définitions permettrait de dénaturer le contenu de la directive</i>
3	Article n° 3	<i>Demande l'inclusion des chaudières à condensation dans le domaine d'application de la directive</i>	NON	<i>Inutile, car ces chaudières ont, par définition, des rendements supérieurs aux exigences énoncées</i>
4	Article n° 4	<i>Modification rédactionnelle liée à la partie de l'amendement n° 5 qui est rejetée par la Commission</i>	NON	<i>Par souci de cohérence avec la position de la Commission sur le point 1 de l'amendement n° 5</i>
5	Article n° 5	<i>a) Demande au CEN de définir des exigences quantifiées de rendement</i>	NON	<i>Le rôle du CEN n'est pas de fixer les exigences en matière d'efficacité énergétique, celles-ci relèvent des politiques énergétique et de protection de l'environnement Confirme des positions prises par ailleurs dans d'autres textes communautaires</i>
		<i>b) Préciser le rôle des normes et du CEN</i>	OUI	

<i>Amdnt n°</i>	<i>Considérant ou article</i>	<i>Contenu</i>	<i>Acceptable</i>	<i>Commentaires</i>
6	Article n°6	Confie l'attribution des labels de qualité au CEN	NON	Rejeté par souci de cohérence avec la position de la Commission sur l'amendement n°5.
7	Article n°7	Modification rédactionnelle	OUI	Ne modifie pas la substance de l'article. Néanmoins, compte tenu de la position prise sur l'article 6, les 2èmes alinéas des points 1 et 2 de l'article 7 doivent être maintenus
8	Article n°1	Précise que cette proposition de directive s'inscrit dans le programme SAVE.	OUI	Précision utile.

Tableau 2

Articles	Proposition modifiée	Position commune

1	10 à 400 kw	4 à 400 kw
2	-	ajoute certaines définitions.
3	exclut les chaudières à condensation	reprend les chaudières à condensation mais en exclut d'autres. Précise que les exigences ne concernent que la fonction chauffage.
4		Introduit des conditions de mise en service des chaudières en fonction des conditions climatiques locales ainsi que des caractéristiques énergétiques et d'occupation des immeubles. Admet des exigences moindres (-4%) pour certains types de chaudières (back boilers et chaudières installées dans l'espace habité) dans les seuls Etats membres présentant certaines caractéristiques de marché. Prévoit la surveillance par la Commission des effets des deux mesures précédentes.
5		Introduit en plus des exigences pour chaudières standard des exigences plus élevées pour certaines catégories de chaudières de haute performance. Présente les exigences sous forme de tableau. Supprime les exemples.

6	Labels de qualité pour un point de rendement supplémentaire	Labels de performances énergétiques pour 3 points de rendement supplémentaires.
7		Nouvelle rédaction en conformité avec la décision du Conseil 90/683/CEE du 13.12.1990.
8	-	Les points 8.2 et 8.3 sont ajoutés suite à la décision du Conseil 90/683/CEE du 13.12.1990 intervenue après la présentation de la proposition initiale.
9	Date de publication: avant le 1er janvier 1992 Date d'application: Le 1er janvier 1993 Période transitoire: Jusqu'au 31 décembre 1995	Date de publication: avant le 1er janvier 1993 Date d'application: le 1er janvier 1994 Période transitoire: Jusqu'au 31 décembre 1997
10 nouveau		Prévoit un rapport de la Commission 3 ans après la mise en application de la directive.
10 ancien		devient article 11

Tableau 3

Justifications des modifications
introduites par le Conseil
en accord avec la Commission

Articles

- 1 L'extension du domaine d'application de la directive se traduira par un plus grand impact de la mesure mais amplifiera quelque peu la tâche des organismes de certification; elle rend aussi nécessaire l'exclusion d'un type de chaudière ne pouvant pas respecter les exigences de rendement dans le nouveau domaine de puissance couvert par la directive.
- 2 Les nouvelles définitions sont relatives aux différentes catégories de chaudières introduites dans la directive par la position commune.
- 3 Ne reprend plus l'exclusion des chaudières à condensation parce que des exigences particulières sont maintenant fixées pour ce type de chaudière à l'article 5.1.
- 4 L'introduction des conditions de mise en service et des exigences moindres pour certains types de chaudières sont le résultat du compromis qui a permis d'arriver à une position commune.

La Commission a été chargée de veiller à ce que ces mesures n'aient pas d'effets négatifs au niveau de l'efficacité énergétique et sur le plan de la libre circulation des produits.
- 5 Sans relever le niveau des exigences essentielles pour les chaudières standard, la définition de types de chaudières plus performantes ne peut que promouvoir l'emploi de tels équipements.
- 6 Il s'agit d'un compromis entre la proposition initiale de la Commission et la demande de certaines délégations nationales.

- 7 et 8 Ne constituent que des mises à jour des textes initiaux en fonction de l'adaptation de la décision du Conseil 90/683/CEE du 13 décembre 1990.
- 9 Les dates de publication des législations nationales et de leur application ont été adaptées en fonction des délais d'adoption de la proposition de directive.
- A la demande de la délégation du Royaume-Uni, la période transitoire a été prolongée pour permettre à l'industrie de s'adapter plus aisément aux nouvelles exigences.
- 10 Ce nouvel article a été introduit pour permettre un contrôle des résultats obtenus par l'application de la présente directive sous l'angle de l'efficacité énergétique et de la libre circulation des produits et, le cas échéant, une adaptation des exigences à l'évolution technologique.

Bruxelles, le 3 janvier 1992

SEC(92) 5

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/5/92

ACCELEREE SPECIALE

Délai: JEUDI 9 JANVIER 1992 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : *Déclaration de la Commission sur une position commune du Conseil*

- Proposition de directive du Conseil concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux

Membre chef de file : M. CARDOSO E CUNHA
Membres associés : M. le Président
M. BANGEMANN

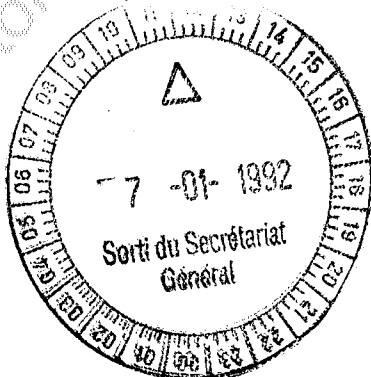
Décision proposée :

- approuver le projet de déclaration ci-jointe de la Commission sur la position commune du Conseil relative à la proposition sous objet, sous forme de communication de la Commission au Parlement européen, conformément à l'article 149, 2, b), du traité CEE

Commentaire

Avis du Parlement européen : 17.04.91 - Position commune du Conseil : 19.12.91

Conformément aux dispositions de procédure en vigueur (COM(89) PV 975, IV, b.), ce projet est soumis à l'approbation de la Commission par voie de procédure écrite accélérée spéciale à diffusion limitée.



D. F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. MANIATOPOULOS, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XVII /C/2 Energie

- pour avis -

SJ Service Juridique

: Avis favorable

Langue originale

: FR

A défaut de réception des versions linguistiques manquantes avant l'échéance, la procédure écrite sera suspendue.

Brüssel, den ... Dezember 1991

Verfahren der Zusammenarbeit

**Mitteilung der Kommission
an das Europäische Parlament**

**gemäß Artikel 149 Absatz 2 Buchstabe b
des Vertrags**

zum

gemeinsamen Standpunkt des Rates

zum

**Vorschlag für eine Richtlinie des Rates
bezüglich der Mindestwirkungsgrade von
neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen
beschickten Warmwasserheizkesseln**

Verfahren der Zusammenarbeit

Mitteilung der Kommission an das Europäische Parlament

gemäß Artikel 149 Absatz 2 b) des EWG-Vertrags

Bemerkungen der Kommission zu dem gemeinsamen Standpunkt des Rates über den Vorschlag für eine Richtlinie bezüglich der Mindestwirkungsgrade von neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen beschickten Warmwasserheizkesseln

1. Vorgeschichte

- * Am 15. Oktober 1990 hat die Kommission dem Europäischen Parlament und dem Rat den Richtlinienvorschlag vorgelegt – Dokument KOM(90) 368 endg. – SYN 294, veröffentlicht im ABl. Nr. C 292 vom 22.11.1990 S. 8.
- * Am 17. April 1991 (ABl. Nr. C 129 vom 20.5.1991, S. 97) hat das Europäische Parlament in erster Lesung den Vorschlag der Kommission vorbehaltlich von acht Änderungsanträgen gebilligt.
- * Am 10. September 1991 hat die Kommission die Gruppe Energie des Rates über ihre Haltung auf der Plenartagung des Europäischen Parlaments vom 17. April 1991 unterrichtet: 2 Änderungsanträge wurden vollständig angenommen, 1 Änderungsantrag wurde zum Teil angenommen, 5 Änderungsanträge wurden abgelehnt.
- * Der Wirtschafts- und Sozialausschuß hat am 28. Februar 1991 auf seiner 284. Plenartagung mit großer Mehrheit die im ABl. Nr. C 102 vom 18.4.1991, S. 46, veröffentlichte befürwortende Stellungnahme verabschiedet.
- * Der Rat hat auf seiner Tagung vom 19. Dezember 1991 einen gemeinsamen Standpunkt festgelegt.

2. Gegenstand des Vorschlags der Kommission

Der Vorschlag für eine Richtlinie des Rates (EWG) betrifft die Anforderungen an die Wirkungsgrade von neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen beschickten Warmwasserheizkesseln und wurde ausgearbeitet, um die rationelle Energienutzung in der Gemeinschaft zu verbessern und zugleich den freien Warenverkehr sicherzustellen.

3. Bemerkungen zum gemeinsamen Standpunkt

3.1 Der gemeinsame Standpunkt wurde einstimmig festgelegt.

3.2 Behandlung der Änderungsanträge des Europäischen Parlaments in erster Lesung (siehe Tabelle 1 im Anhang):

- Von der Kommission akzeptierte und in den gemeinsamen Standpunkt übernommene Änderungsanträge:

- * Änderungsantrag Nr. 5 (teilweise akzeptiert)

Der Inhalt von Ziffer 1 Absatz 2 über die Vermutung der Gleichwertigkeit der wesentlichen Anforderungen an Geräte, die den angeglichenen Normen entsprechen, sind in Artikel 7.1 übernommen worden.

Der Inhalt von Ziffer 2 dieses Änderungsantrags zu den vereinheitlichten Meßverfahren für den Wirkungsgrad und die Toleranzgrenzen sind in Artikel 5 Absatz 2 übernommen worden.

- * Änderungsantrag Nr. 7

Artikel 7, der durch diesen Änderungsantrag redaktionell geändert wurde, ist aufgrund des Beschlusses des Rates 90/683/EWG vom 13. Dezember 1990 über die in den technischen Harmonisierungsrichtlinien zu verwendenden Module für die verschiedenen Phasen der Konformitätsbewertungsverfahren geändert worden. Der Antrag des Parlaments ist bei der Neufassung berücksichtigt worden.

- * Änderungsantrag Nr. 8

Dieser Änderungsantrag ist in Artikel 1 übernommen worden.

- Von der Kommission nicht akzeptierter, aber nach einer Änderung in den gemeinsamen Standpunkt aufgenommener Änderungsantrag

- * Änderungsantrag Nr. 3

Brennwertkessel sind mit wesentlich höheren Anforderungen an den spezifischen Wirkungsgrad als an Standardheizkessel im ursprünglichen Vorschlag der Kommission in den Geltungsbereich der Richtlinie aufgenommen worden. Diese Heizkesselart ist aus binnenmarktpolitischen Gründen und zur Förderung besonders leistungsfähiger Heizkessel aufgenommen worden.

3.3 Sonstige Änderungen

Der gemeinsame Standpunkt weicht in mehreren Punkten vom geänderten Vorschlag der Kommission ab.

Diese Unterschiede sind in Tabelle 2 zusammengestellt. Sie bedeuten keine inhaltliche Änderung des ursprünglichen Vorschlags der Kommission.

Die Kommission stimmte den Änderungen im gemeinsamen Standpunkt zu. Die Begründung dieser Änderungen sind in Tabelle 3 nachzulesen.

4. Schlußfolgerungen

Die Mitgliedstaaten haben sowohl das Gesamtziel des Kommissionsvorschlags als auch die Festsetzung hoher Wirkungsgrade begrüßt.

Einige Mitgliedstaaten verlangten sogar höhere Wirkungsgrade, während andere die von der Kommission vorgeschlagenen Anforderungen als bereits viel zu hoch bezeichneten.

Ein Kompromiß konnte gefunden werden, ohne den ursprünglichen Vorschlag zu verwässern. Bestimmten Mitgliedstaaten wurde wegen der Besonderheiten ihres Gebäudebestandes zugestanden, in ihrem Hoheitsgebiet weniger leistungsfähige Heizkessel zuzulassen, als in der gesamten Gemeinschaft frei gehandelt werden dürfen. Dagegen kann dort, wo dies gerechtfertigt ist, mit der Einführung von Betriebsbedingungen die Installation sehr leistungsfähiger Heizkessel verlangt werden.

Die Auswirkungen der beiden letztgenannten Bestimmungen werden von der Kommission ständig überwacht, die nicht nur auf die Verwirklichung der angestrebten Energieeffizienz, sondern auch für den freien Handel mit Heizkesseln sorgen muß, die das EG-Zeichen tragen.

Tabelle 1

Verfahren der Zusammenarbeit - Erste Lesung

Vorschlag für eine Richtlinie über die Mindestwirkungsgrade von neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen beschickten Warmwasserheizkesseln (KOM(90) 368 endg. SYN 294

Änderungsantrag Nr.	Artikel Nr.	Inhalt	annehmbar	Bemerkungen
1	1	Dehnt Geltungsbereich auf den gesamten Leistungsbereich aus	nein	Die Bescheinigungen könnten nicht unter annehmbaren Bedingungen erteilt werden
2	2	Ändert bzw. streicht Begriffsbestimmungen	nein	Fehlende Begriffsbestimmungen könnten die Richtlinie verwässern
3	3	Verlangt Einbeziehung von Brennwertkesseln in den Geltungsbereich der Richtlinie	nein	Überflüssig, weil der Wirkungsgrad dieser Kessel naturgemäß über den Anforderungen liegt
4	4	Redaktionelle Änderung des von der Kommission abgelehnten Teils des Änderungsantrags Nr. 5	nein	Abgelehnt, um die Übereinstimmung mit dem Standpunkt der Kommission zu Ziffer 1 des Änderungsantrags Nr. 5 zu wahren
5	5	a) Fordert vom CEN die Festlegung präziser Anforderungen an den Wirkungsgrad	nein	Die Festlegung von Anforderungen an die Energieeffizienz ist nicht Aufgabe des CEN, sondern Sache der Energie- und Umweltschutzpolitik
		b) Klarstellung der Aufgabe der Normen und des CEN	ja	Bekräftigt den in anderen EG-Vorschriften vertretenen Standpunkt

Änderungsantrag Nr.	Artikel Nr.	Inhalt	annehmbar	Bemerkungen
6	6	Überträgt die Erteilung der Qualitätszeichen auf das CEN	nein	Abgelehnt, um die Übereinstimmung mit dem Standpunkt der Kommission zum Änderungsantrag Nr. 5 zu wahren
7	7	Redaktionelle Änderung	Ja	Keine inhaltliche Änderung dieses Artikels. Wegen des Standpunktes zu Artikel 6 müssen jedoch die Unterabsätze 1 und 2 von Artikel 7 Absätze 1 und 2 beibehalten werden
8	1	Hinweis darauf, daß sich der Richtlinien-vorschlag in das SAVE-Programm einfügt	Ja	Sinnvolle Ergänzung

Tabelle 2

Artikel	geänderter Vorschlag	gemeinsamer Standpunkt
1	10 bis 400 kW	4 bis 400 kW
2	-	zusätzliche Begriffsbestimmungen
3	schließt Brennwertkessel aus	Nimmt Brennwertheizkessel wieder auf, schließt aber andere aus Hinweis, daß die Anforderungen nur die Heizfunktion betreffen.
4		Nimmt Bedingungen für die Inbetriebnahme der Heizkessel aufgrund der jeweiligen Klimabedingungen sowie der Energie- und Belegungsmerkmale der Gebäude auf. Läßt geringere Anforderungen (- 4 %) an bestimmte Heizkesselarten (Backboiler und Heizkessel in Wohnräumen) nur in Mitgliedstaaten mit bestimmten Marktgegebenheiten zu. Beauftragt die Kommission, die Auswirkungen dieser Bestimmungen zu beobachten.
5		Führt neben den Anforderungen an Standardkessel höhere Anforderungen an bestimmte Arten von Hochleistungskesseln ein. Stellt die Anforderungen in Tabellenform zusammen. Streicht die Beispiele.

Artikel	geänderter Vorschlag	gemeinsamer Standpunkt
6	Qualitätszeichen für einen zusätzlichen Wirkungsgradpunkt	Energieleistungszeichen für drei zusätzliche Wirkungsgradpunkte.
7		Neufassung gemäß Ratsbeschluß 90/683/EWG vom 13.12.1990.
8	-	Artikel 8 Absätze 2 und 3 werden aufgrund des Ratsbeschlusses 90/683/EWG vom 13.12.1990 hinzugefügt, der nach der Vorlage des ursprünglichen Vorschlags gefaßt wurde.
9	Veröffentlichung: vor dem 1. Januar 1992	Veröffentlichung: vor dem 1. Januar 1993.
	Anwendung: ab 1. Januar 1993	Anwendung: ab 1. Januar 1994.
	Übergangszeitraum: bis 31. Dezember 1995	Übergangszeitraum: bis 31. Dezember 1997.
10 neu		Bericht der Kommission drei Jahre nach der Anwendung der Richtlinie.
10 alt		wird zu Artikel 11.

Tabelle 3

Begründung der vom Rat mit Zustimmung der Kommission
vorgenommene Änderungen

Artikel	
1	Die Ausdehnung des Geltungsbereichs verleiht der Richtlinie eine größere Wirkung, vergrößert aber auch die Aufgabe der Zertifizierungsstellen; sie macht daher die Ausklammerung eines Heizkesseltyps erforderlich, der die Wirkungsgradanforderungen im neuen Leistungsbereich der Richtlinie nicht erfüllen kann.
2	Die neuen Begriffsbestimmungen gelten für Heizkesselarten, die mit dem gemeinsamen Standpunkt in die Richtlinie aufgenommen worden sind.
3	Enthält nicht mehr die Ausklammerung des Brennwertkessels, da für diese Bauart jetzt besondere Anforderungen in Artikel 5 Absatz 1 festgelegt werden.
4	Die Aufnahme von Bedingungen für die Inbetriebnahme und geringere Anforderungen an bestimmte Heizkesselarten sind das Ergebnis eines Kompromisses, der einen gemeinsamen Standpunkt ermöglicht hat. Die Kommission wird beauftragt, darauf zu achten, daß diese Bestimmungen die Energieeffizienz und den freien Handel mit diesen Geräten nicht beeinträchtigen.
5	Ohne die wesentlichen Anforderungen an Standardheizkessel anzuheben, kann die Begriffsbestimmung leistungsstärkerer Kesselarten die Verwendung solcher Geräte nur fördern.
6	Hier handelt es sich um einen Kompromiß zwischen dem ursprünglichen Vorschlag der Kommission und der Forderung bestimmter Delegationen der Mitgliedstaaten.

Artikel	
7 und 8	Sind nur Aktualisierungen des ursprünglichen Vorschlags aufgrund des Ratsbeschlusses 90/683/EWG vom 13. Dezember
9	Der Zeitpunkt für die Veröffentlichung der einzelstaatlichen Rechtsvorschriften und ihre Anwendung sind aufgrund der für die Verabschiedung des Richtlinienvorschlags benötigten Zeit geändert worden. Auf Wunsch der Delegation des vereinigten Königreichs ist die Übergangszeit verlängert worden, damit sich die Industrie leichter auf die neuen Anforderungen umstellen kann.
10	Dieser neue Artikel ist aufgenommen worden, damit die mit der Anwendung dieser Richtlinie erzielten Ergebnisse unter dem Blickwinkel der Energieeffizienz und des freien Handels mit diesen Geräten überprüft und die Anforderungen gegebenenfalls an den technischen Fortschritt angepaßt werden können.

Brussels, ... December 1991

COOPERATION PROCEDURE

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION

TO THE EUROPEAN PARLIAMENT

PURSUANT TO ARTICLE 149(2.(b))
OF THE TREATY

ON

THE COMMON POSITION OF THE COUNCIL

RELATING TO

THE PROPOSAL FOR A COUNCIL DIRECTIVE

CONCERNING THE EFFICIENCY REQUIREMENTS FOR NEW HOT-WATER

BOILERS FIRED WITH LIQUID OR GASEOUS FUELS

COOPERATION PROCEDURE

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION

TO THE EUROPEAN PARLIAMENT

pursuant to Article 149(2.(b)) of the EEC Treaty

Comments by the Commission
on the common position of the Council
relating to
the proposal for a Directive
concerning the efficiency requirements for new hot-water
boilers fired with liquid or gaseous fuels

1. Background

- * On 15 October 1990, the Commission transmitted to the European Parliament and to the Council the proposal for a Directive - Document COM(90) final - SYN 294, published in OJ C 292 of 22.11.1990, p. 8.
- * On 17 April 1991 (OJ C 129 of 20.05.1991, p. 97), the European Parliament adopted the Commission proposal at first reading, subject to the introduction of eight amendments.
- * On 10 September 1991, the Commission informed the Council Working Party on Energy of the position it had adopted at the plenary part-session of the European Parliament held on 17 April 1991: two amendments accepted in their entirety, one amendment accepted in part and five amendments rejected.
- * On 28 February 1991, at its 284th plenary session, the Economic and Social Committee adopted by a large majority the favourable opinion published in OJ C 102 of 18.04.1991, p. 46.
- * At its meeting held on 19 December 1991, the Council adopted a common position.

2. Object of the Commission proposal

The proposal for a Council Directive (EEC) concerns the efficiency requirements for new hot-water boilers fired with liquid or gaseous fuels and has been drawn up with a view to promoting the more rational use of energy in the Community, while at the same time guaranteeing the free movement of products.

3. Comments on the common position

3.1 The common position was arrived at unanimously.

3.2 Final decisions on the amendments requested by the European Parliament during the first reading (see Table 1 annexed hereto):

- Amendments accepted by the Commission and incorporated in the common position:
 - * Amendment 5 - (accepted in part)
The substance of the second paragraph of point 1 concerning presumption of conformity to the essential requirements for appliances complying with the harmonized standards has been incorporated in Article 7(1).
The substance of point 2 of this amendment concerning the harmonized methods for measuring efficiency and the tolerances to be applied has been incorporated in Article 5.2.
 - * Amendment 7 -
Article 7, in respect of which this amendment sought to introduce changes in the drafting, has been amended in such a way as to take account of Council Decision 90/683/EEC of 13 December 1990 concerning the modules for the various phases of the conformity assessment procedures. The new drafting also takes account of the concerns expressed by Parliament.
 - * Amendment 8 -
This amendment has been inserted in Article 1.
- Amendment not accepted by the Commission but incorporated in the common position after adaptation.
 - * Amendment 3 -
Condensing boilers have been included in the scope of the Directive, where the specific efficiency requirements are significantly higher than those laid down for standard boilers in the Commission's initial proposal. This category was introduced for internal-market reasons and in order to promote very high-performance boilers.

3.3 Other changes

The common position differs from the Commission's amended proposal on a number of points.

These differences are set out in Table 2. They do not alter in substance the Commission's initial proposal.

The Commission recorded its agreement with the amendments introduced in the common position. The reasons justifying these amendments are given in Table 3.

4. Conclusions

The Commission proposal was favourably received by the Member States both as regards the overall objective and the principle of setting high efficiency levels.

However, on examination of the quantified efficiency levels, a number of difficulties came to light, inasmuch as certain Member States were demanding higher efficiency levels, while others felt that the Commission's proposed requirements were already excessively high.

Fortunately, efforts to find a compromise which did not impinge on the substance of the initial proposal proved successful. On the one hand, the concession made to certain Member States authorizing them to admit into their territory boilers having a lower performance than those which will benefit from free movement throughout the Community is justified by virtue of the special nature of their housing stock. On the other, the option allowing for the introduction of conditions regarding entry into service will make it possible to stipulate that very high-performance boilers must be installed, wherever the situation warrants it.

The effects of these last two measures will be monitored continuously by the Commission, which will be responsible for ensuring that the energy efficiency objective is maintained, while at the same time guaranteeing the free movement of boilers bearing the EC mark.

Proposal for a Directive concerning the efficiency requirements for new hot-water boilers fired with liquid or gaseous fuels - COM(90) 368 final-SYN-294

Amendment No	Recital or Article	Content	Acceptable	Comments
1	Article 1	Extends the field of application to the entire power range	NO	The issuing of the certificates provided for would not take place under acceptable conditions
2	Article 2	Amends certain definitions and removes others	NO	The absence of certain definitions could distort the meaning of the Directive
3	Article 3	Calls for the inclusion of condensing boilers in the scope of the Directive	NO	Superfluous, since, by definition, these boilers have efficiency levels that exceed the requirements laid down
4	Article 4	Change in the drafting linked to the part of Amendment 5 rejected by the Commission	NO	With a view to maintaining consistency with the position adopted by the Commission regarding point 1 of Amendment 5
5	Article 5	a) Request to the CEN to define quantified efficiency requirements	NO	The laying-down of energy efficiency requirements is not the responsibility of the CEN, since these requirements are determined in the light of energy and environmental protection policy Confirms the positions adopted elsewhere in other Community texts
		b) Definition of the role of standards and the role of the CEN	YES	

Amendment No	Recital or Article	Content	Acceptable	Comments
6	Article 6	Assigns the issuing of quality labels to the CEN	NO	Rejected with a view to maintaining consistency with the position adopted by the Commission regarding Amendment 5
7	Article 7	Change in the drafting	YES	Does not alter the substance of the Article. Nevertheless, taking into account the position adopted on Article 6, the second paragraphs of points 1 and 2 of Article 7 should be retained
8	Article 1	Stipulates that this proposal for a Directive should come under the SAVE programme	YES	Useful recommendation

Historical Archives of the European Commission

Table 2

Articles	Amended proposal	Common position

1	10 to 400 kw	4 to 400 kw
2	-	adds certain definitions
3	excludes condensing boilers	covers some condensing boilers but excludes others stipulates that the requirements concern only the heating function
4		Introduces conditions governing the entry into service of boilers as a function of local climatic conditions and of the energy and occupation characteristics of the buildings Allows the least stringent requirements (-4%) for certain types of boilers (backboilers and boilers installed in the occupied area) solely in the case of Member States displaying certain market characteristics Provides for monitoring by the Commission of the effects of the two foregoing measures
5		Introduces, in addition to the requirements for standard boilers, more stringent requirements for certain categories of high-performance boilers Sets out the requirements in the form of a table Deletes the examples

6	Quality labels for an additional efficiency point	Energy performance labels for three additional efficiency points
7		Redrafting in compliance with Council Decision 90/683/EEC of 13.12.1990
8	-	Points 8.2 and 8.3 have been added following Council Decision 90/683/EEC of 13.12.1990, taken after the initial proposal was submitted
9	Date of publication: before 1 January 1992 Date of application: 1 January 1993 Transitional period: up to 31 December 1995	Date of publication: before 1 January 1993 Date of application: 1 January 1994 Transitional period: up to 31 December 1997
10 (new)		Provides for a Commission report three years after implementation of the Directive
10 (old)		becomes Article 11

Table 3

Reasons for the amendments
tabled by the Council
in agreement with the Commission

Articles

- 1 The extension of the scope of the Directive will ensure that the measure has a greater impact but will also place a somewhat heavier burden on the certification bodies. In addition, it will necessitate the exclusion of a type of boiler incapable of complying with the efficiency requirements in the new power range covered by the Directive.
- 2 The new definitions relate to the various categories of boilers introduced in the Directive following the adoption of the common position.
- 3 No longer entails the exclusion of condensing boilers, since specific requirements governing this type of boiler are now laid down in Article 5.1.
- 4 The introduction of conditions governing entry into service and the laying-down of minimum requirements for certain types of boilers are the result of the compromise opening the way to the adoption of a common position.

The Commission has been asked to ensure that these measures do not adversely affect the level of energy efficiency or the free movement of goods.
- 5 Although it does not raise the level of requirements deemed essential for standard boilers, the definition of higher-performance types of boilers is bound to promote the use of such appliances.
- 6 This involves a compromise between the Commission's initial proposal and the request made by certain national delegations.

7 and 8 These Articles merely entail the updating of the initial texts in line with the adaptation of Council Decision 90/683/EEC of 13 December 1990.

9 The dates for the publication and implementation of the various national laws have been adapted as a function of the deadlines fixed for the adoption of the proposal for a Directive.

At the request of the United Kingdom delegation, the transitional period has been extended so as to enable industry to adapt more easily to the new requirements.

10 This new Article has been introduced in order to permit the monitoring of the results obtained following the application of this Directive from the viewpoint of energy efficiency and the free movement of goods and, where appropriate, to permit adaptation of the requirements to technological developments.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC (92) 5 final - SYN 294

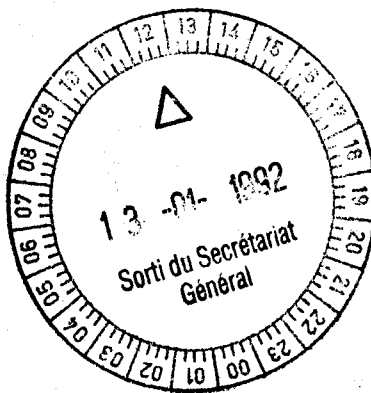
Bruxelles, le 9 janvier 1992

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN

conformément à l'article 149, paragraphe 2, alinéa b) du traité CEE

concernant la Position Commune du Conseil sur la

proposition de Directive du Conseil
concernant les exigences de rendement
pour nouvelles chaudières à eau chaude
alimentées en combustibles liquides ou gazeux



1. Historique du dossier

- * En date du 15 octobre 1990, la Commission a transmis au Parlement Européen et au Conseil la proposition de directive.
- Document COM (90) final - SYN 294 publié au J.O. n°C 292 du 22.11.90 p8.
- * En date du 17 avril 1991, (J.O. n°C 129 du 20.05.1991 p97) le Parlement européen a, en première lecture, approuvé la proposition de la Commission sous réserve d'y apporter 8 amendements.
- * Le 10 septembre 1991, la Commission a informé le Groupe Energie du Conseil de sa position adoptée lors de la réunion plénière du Parlement européen du 17 avril 1991: 2 amendements acceptés intégralement, 1 amendement accepté partiellement, 5 amendements rejetés.
- * Au cours de sa 284e session plénière, le Comité économique et social a adopté le 28 février 1991 à une large majorité l'avis favorable publié au J.O. n°C 102 du 18.04.1991 p46.
- * Au cours de sa réunion du 19 décembre 1991 le Conseil a adopté une position commune.

2. Objet de la proposition de la Commission

La proposition de directive du Conseil (CEE) concerne les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, établie en vue d'améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie dans la Communauté tout en garantissant la libre circulation des produits.

3. Commentaires sur la position commune

3.1 La position commune a été acquise à l'unanimité.

3.2 Sort des amendements demandés par le Parlement européen en 1ère lecture (cf Tableau 1 en annexe):

- Amendements acceptés par la Commission et intégrés dans la position commune:

* Amendement 5 - (accepté partiellement)

Les éléments du 2e paragraphe du point 1, concernant la présomption de conformité aux exigences essentielles des équipements conformes aux normes harmonisées, ont été repris dans l'article 7.1.

Les éléments du point 2 de cet amendement concernant les méthodes harmonisées de mesure des rendements et les tolérances à appliquer sont repris à l'article 5.2.

* Amendement 7 -

L'article 7 auquel cet amendement apportait une modification rédactionnelle, a été modifié pour tenir compte de la décision du Conseil 90/683/CEE du 13 décembre 1990 concernant les modules relatifs aux différentes phases des procédures d'évaluation de la conformité. La préoccupation du Parlement a été prise en compte dans la nouvelle rédaction.

* Amendement 8 -

Cet amendement a été introduit à l'article 1^{er}.

- Amendement non accepté par la Commission mais intégré dans la position commune après adaptation.

* Amendement 3 -

Les chaudières à condensation ont été incluses dans le champs d'application de la directive avec des exigences de rendement spécifiques significativement plus élevées que celles définies pour les chaudières standard dans la proposition initiale de la Commission. Cette catégorie a été introduite pour des raisons de marché intérieur et de promotion des chaudières très performantes.

3.3 Autres changements

La position commune diffère sur plusieurs points de la proposition modifiée de la Commission.

Ces différences sont reprises au Tableau 2. Elles ne modifient pas dans sa substance la proposition initiale de la Commission.

La Commission a marqué son accord aux modifications introduites dans la position commune. Les raisons justifiant ces modifications sont données au Tableau 3.

4. Conclusions

Les Etats membres ont réservé un accueil favorable à la proposition de la Commission tant en ce qui concerne l'objectif global que pour ce qui est du principe de la fixation de niveaux élevés de rendement.

Toutefois, des difficultés sont apparues lors de l'examen des exigences quantifiées de rendement.

Certains Etats membres ont demandé des rendements plus élevés; d'autres par contre considéraient les exigences proposées par la Commission comme étant déjà beaucoup trop élevées.

Un compromis a pu être trouvé sans toucher à la substance de la proposition initiale: la concession faite à certains Etats membres d'admettre sur leur territoire des chaudières moins performantes que celles qui jouiront de la libre circulation dans toute la Communauté, est justifiée par les caractéristiques particulières de leur parc immobilier. En contrepartie, la possibilité d'introduction de conditions de mise en service permet d'exiger l'installation de chaudières très performantes là où cela s'avère justifié.

Les effets de ces deux dernières mesures seront soumis à surveillance permanente de la part de la Commission qui devra veiller au maintien de l'objectif d'efficacité énergétique tout en garantissant la libre circulation des chaudières portant la marque CE.

Procédure de Coopération - 1ère lecture

Proposition de Directive concernant les exigences de rendement pour nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux - COM(90) 368 final-SYN-294

<i>Amdnt n°</i>	<i>Considérant ou article</i>	<i>Contenu</i>	<i>Acceptable</i>	<i>Commentaires</i>
1	Article n° 1	<i>Etend le domaine d'application à toute la gamme de puissance</i>	NON	<i>La délivrance des attestations prévues ne se ferait pas dans des conditions acceptables</i>
2	Article n° 2	<i>Modifie des définitions, en supprime d'autres</i>	NON	<i>L'absence de certaines définitions permettrait de dénaturer le contenu de la directive</i>
3	Article n° 3	<i>Demande l'inclusion des chaudières à condensation dans le domaine d'application de la directive</i>	NON	<i>Inutile, car ces chaudières ont, par définition, des rendements supérieurs aux exigences énoncées</i>
4	Article n° 4	<i>Modification rédactionnelle liée à la partie de l'amendement n° 5 qui est rejetée par la Commission</i>	NON	<i>Par souci de cohérence avec la position de la Commission sur le point 1 de l'amendement n° 5</i>
5	Article n° 5	<i>a) Demande au CEN de définir des exigences quantifiées de rendement</i>	NON	<i>Le rôle du CEN n'est pas de fixer les exigences en matière d'efficacité énergétique, celles-ci relèvent des politiques énergétique et de protection de l'environnement Confirme des positions prises par ailleurs dans d'autres textes communautaires</i>
		<i>b) Préciser le rôle des normes et du CEN</i>	OUI	

<i>Amdnt n°</i>	<i>Considérant ou article</i>	<i>Contenu</i>	<i>Acceptable</i>	<i>Commentaires</i>
6	Article n°6	Confie l'attribution des labels de qualité au CEN	NON	Rejeté par souci de cohérence avec la position de la Commission sur l'amendement n°5.
7	Article n°7	Modification rédactionnelle	OUI	Ne modifie pas la substance de l'article. Néanmoins, compte tenu de la position prise sur l'article 6, les 2èmes alinéas des points 1 et 2 de l'article 7 doivent être maintenus
8	Article n°1	Précise que cette proposition de directive s'inscrit dans le programme SAVE.	OUI	Précision utile.

Tableau 2

Articles	Proposition modifiée	Position commune

1	10 à 400 kw	4 à 400 kw
2	-	ajoute certaines définitions.
3	exclut les chaudières à condensation	reprend les chaudières à condensation mais en exclut d'autres. Précise que les exigences ne concernent que la fonction chauffage.
4		Introduit des conditions de mise en service des chaudières en fonction des conditions climatiques locales ainsi que des caractéristiques énergétiques et d'occupation des immeubles. Admet des exigences moindres (-4%) pour certains types de chaudières (back boilers et chaudières installées dans l'espace habité) dans les seuls Etats membres présentant certaines caractéristiques de marché. Prévoit la surveillance par la Commission des effets des deux mesures précédentes.
5		Introduit en plus des exigences pour chaudières standard des exigences plus élevées pour certaines catégories de chaudières de haute performance. Présente les exigences sous forme de tableau. Supprime les exemples.

6	Labels de qualité pour un point de rendement supplémentaire	Labels de performances énergétiques pour 3 points de rendement supplémentaires.
7		Nouvelle rédaction en conformité avec la décision du Conseil 90/683/CEE du 13.12.1990.
8	-	Les points 8.2 et 8.3 sont ajoutés suite à la décision du Conseil 90/683/CEE du 13.12.1990 intervenue après la présentation de la proposition initiale.
9	Date de publication: avant le 1er janvier 1992	Date de publication: avant le 1er janvier 1993
	Date d'application: Le 1er janvier 1993	Date d'application: le 1er janvier 1994
	Période transitoire: jusqu'au 31 décembre 1995	Période transitoire: jusqu'au 31 décembre 1997
10 nouveau		Prévoit un rapport de la Commission 3 ans après la mise en application de la directive.
10 ancien		devient article 11

Tableau 3

Justifications des modifications
introduites par le Conseil
en accord avec la Commission

Articles

- 1 L'extension du domaine d'application de la directive se traduira par un plus grand impact de la mesure mais amplifiera quelque peu la tâche des organismes de certification; elle rend aussi nécessaire l'exclusion d'un type de chaudière ne pouvant pas respecter les exigences de rendement dans le nouveau domaine de puissance couvert par la directive.
- 2 Les nouvelles définitions sont relatives aux différentes catégories de chaudières introduites dans la directive par la position commune.
- 3 Ne reprend plus l'exclusion des chaudières à condensation parce que des exigences particulières sont maintenant fixées pour ce type de chaudière à l'article 5.1.
- 4 L'introduction des conditions de mise en service et des exigences moindres pour certains types de chaudières sont le résultat du compromis qui a permis d'arriver à une position commune.

La Commission a été chargée de veiller à ce que ces mesures n'aient pas d'effets négatifs au niveau de l'efficacité énergétique et sur le plan de la libre circulation des produits.
- 5 Sans relever le niveau des exigences essentielles pour les chaudières standard, la définition de types de chaudières plus performantes ne peut que promouvoir l'emploi de tels équipements.
- 6 Il s'agit d'un compromis entre la proposition initiale de la Commission et la demande de certaines délégations nationales.

7 et 8 Ne constituent que des mises à jour des textes initiaux en fonction de l'adaptation de la décision du Conseil 90/683/CEE du 13 décembre 1990.

9 Les dates de publication des législations nationales et de leur application ont été adaptées en fonction des délais d'adoption de la proposition de directive.

A la demande de la délégation du Royaume-Uni, la période transitoire a été prolongée pour permettre à l'industrie de s'adapter plus aisément aux nouvelles exigences.

10 Ce nouvel article a été introduit pour permettre un contrôle des résultats obtenus par l'application de la présente directive sous l'angle de l'efficacité énergétique et de la libre circulation des produits et, le cas échéant, une adaptation des exigences à l'évolution technologique.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

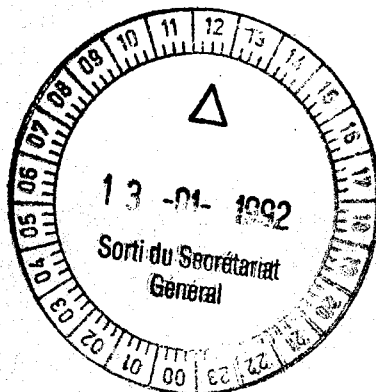
SEK(92) 5 endg. - SYN 294

Brüssel, den 9. Januar 1992

MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT

gemäß Artikel 149, Absatz 2, Buchstabe b) des EWG-Vertrages
betreffend den Gemeinsamen Standpunkt des Rates zum

Vorschlag für eine Richtlinie des Rates
bezüglich der Mindestwirkungsgrade von
neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen
beschickten Warmwasserheizkesseln



1. Vorgeschichte

- * Am 15. Oktober 1990 hat die Kommission dem Europäischen Parlament und dem Rat den Richtlinienvorschlag vorgelegt – Dokument KOM(90) 368 endg. – SYN 294, veröffentlicht im ABl. Nr. C 292 vom 22.11.1990 S. 8.
- * Am 17. April 1991 (ABl. Nr. C 129 vom 20.5.1991, S. 97) hat das Europäische Parlament in erster Lesung den Vorschlag der Kommission vorbehaltlich von acht Änderungsanträgen gebilligt.
- * Am 10. September 1991 hat die Kommission die Gruppe Energie des Rates über ihre Haltung auf der Plenartagung des Europäischen Parlaments vom 17. April 1991 unterrichtet: 2 Änderungsanträge wurden vollständig angenommen, 1 Änderungsantrag wurde zum Teil angenommen, 5 Änderungsanträge wurden abgelehnt.
- * Der Wirtschafts- und Sozialausschuß hat am 28. Februar 1991 auf seiner 284. Plenartagung mit großer Mehrheit die im ABl. Nr. C 102 vom 18.4.1991, S. 46, veröffentlichte befürwortende Stellungnahme verabschiedet.
- * Der Rat hat auf seiner Tagung vom 19. Dezember 1991 einen gemeinsamen Standpunkt festgelegt.

2. Gegenstand des Vorschlags der Kommission

Der Vorschlag für eine Richtlinie des Rates (EWG) betrifft die Anforderungen an die Wirkungsgrade von neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen beschickten Warmwasserheizkesseln und wurde ausgearbeitet, um die rationelle Energienutzung in der Gemeinschaft zu verbessern und zugleich den freien Warenverkehr sicherzustellen.

3. Bemerkungen zum gemeinsamen Standpunkt

3.1 Der gemeinsame Standpunkt wurde einstimmig festgelegt.

3.2 Behandlung der Änderungsanträge des Europäischen Parlaments in erster Lesung (siehe Tabelle 1 im Anhang):

- Von der Kommission akzeptierte und in den gemeinsamen Standpunkt übernommene Änderungsanträge:

* Änderungsantrag Nr. 5 (teilweise akzeptiert)

Der Inhalt von Ziffer 1 Absatz 2 über die Vermutung der Gleichwertigkeit der wesentlichen Anforderungen an Geräte, die den angeglichenen Normen entsprechen, sind in Artikel 7.1 übernommen worden.

Der Inhalt von Ziffer 2 dieses Änderungsantrags zu den vereinheitlichten Meßverfahren für den Wirkungsgrad und die Toleranzgrenzen sind in Artikel 5 Absatz 2 übernommen worden.

* Änderungsantrag Nr. 7

Artikel 7, der durch diesen Änderungsantrag redaktionell geändert wurde, ist aufgrund des Beschlusses des Rates 90/683/EWG vom 13. Dezember 1990 über die in den technischen Harmonisierungsrichtlinien zu verwendenden Module für die verschiedenen Phasen der Konformitätsbewertungsverfahren geändert worden. Der Antrag des Parlaments ist bei der Neufassung berücksichtigt worden.

* Änderungsantrag Nr. 8

Dieser Änderungsantrag ist in Artikel 1 übernommen worden.

- Von der Kommission nicht akzeptierter, aber nach einer Änderung in den gemeinsamen Standpunkt aufgenommener Änderungsantrag

* Änderungsantrag Nr. 3

Brennwertkessel sind mit wesentlich höheren Anforderungen an den spezifischen Wirkungsgrad als an Standardheizkessel im ursprünglichen Vorschlag der Kommission in den Geltungsbereich der Richtlinie aufgenommen worden. Diese Heizkesselart ist aus binnenmarktpolitischen Gründen und zur Förderung besonders leistungsfähiger Heizkessel aufgenommen worden.

3. Sonstige Änderungen

Der gemeinsame Standpunkt weicht in mehreren Punkten vom geänderten Vorschlag der Kommission ab.

Diese Unterschiede sind in Tabelle 2 zusammengestellt. Sie bedeuten keine inhaltliche Änderung des ursprünglichen Vorschlags der Kommission.

Die Kommission stimmte den Änderungen im gemeinsamen Standpunkt zu. Die Begründung dieser Änderungen sind in Tabelle 3 nachzulesen.

4. Schlußfolgerungen

Die Mitgliedstaaten haben sowohl das Gesamtziel des Kommissionsvorschlags als auch die Festsetzung hoher Wirkungsgrade begrüßt.

Schwierigkeiten sind jedoch aufgetreten als es darum ging, die Wirkungsgradanforderungen zahlenmäßig festzulegen.

Einige Mitgliedstaaten verlangten höhere Wirkungsgrade, während andere die von der Kommission vorgeschlagenen Anforderungen als bereits viel zu hoch bezeichneten.

Ein Kompromiß konnte gefunden werden, ohne den ursprünglichen Vorschlag zu verwässern. Bestimmten Mitgliedstaaten wurde wegen der Besonderheiten ihres Gebäudebestandes zugestanden, in ihrem Hoheitsgebiet weniger leistungsfähige Heizkessel zuzulassen, als in der gesamten Gemeinschaft frei gehandelt werden dürfen. Dagegen kann dort, wo dies gerechtfertigt ist, mit der Einführung von Betriebsbedingungen die Installation sehr leistungsfähiger Heizkessel verlangt werden.

Die Auswirkungen der beiden letztgenannten Bestimmungen werden von der Kommission ständig überwacht, die nicht nur auf die Verwirklichung der angestrebten Energieeffizienz, sondern auch für den freien Handel mit Heizkesseln sorgen muß, die das EG-Zeichen tragen.

Tabelle 1

Verfahren der Zusammenarbeit - Erste Lesung

Vorschlag für eine Richtlinie über die Mindestwirkungsgrade von neuen, mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen beschickten Warmwasserheizkesseln (KOM(90) 368 endg. SYN 294

Ände- rungs- antrag Nr.	Arti- kel Nr.	Inhalt	an- nehm- bar	Bemerkungen
1	1	Dehnt Geltungsbereich auf den gesamten Leistungsbereich aus	nein	Die Bescheinigungen könnten nicht unter annehmbaren Bedingungen erteilt werden
2	2	Ändert bzw. streicht Begriffsbestimmungen	nein	Fehlende Begriffsbestimmungen könnten die Richtlinie verwässern
3	3	Verlangt Einbeziehung von Brennwertkesseln in den Geltungsbereich der Richtlinie	nein	Überflüssig, weil der Wirkungsgrad dieser Kessel naturgemäß über den Anforderungen liegt
4	4	Redaktionelle Änderung des von der Kommission abgelehnten Teils des Änderungsantrags Nr. 5	nein	Abgelehnt, um die Übereinstimmung mit dem Standpunkt der Kommission zu Ziffer 1 des Änderungsantrags Nr. 5 zu wahren
5	5	a) Fordert vom CEN die Festlegung präziser Anforderungen an den Wirkungsgrad	nein	Die Festlegung von Anforderungen an die Energieeffizienz ist nicht Aufgabe des CEN, sondern Sache der Energie- und Umweltpolitik
		b) Klarstellung der Aufgabe der Normen und des CEN	ja	Bekräftigt den in anderen EG-Vorschriften vertretenen Standpunkt

Änderungsantrag Nr.	Artikel Nr.	Inhalt	annehmbar	Bemerkungen
6	6	Überträgt die Erstellung der Qualitätszeichen auf das CEN	nein	Abgelehnt, um die Übereinstimmung mit dem Standpunkt der Kommission zum Änderungsantrag Nr. 5 zu wahren
7	7	Redaktionelle Änderung	Ja	Keine inhaltliche Änderung dieses Artikels. Wegen des Standpunktes zu Artikel 6 müssen jedoch die Unterabsätze 1 und 2 von Artikel 7 Absätze 1 und 2 beibehalten werden
8	1	Hinweis darauf, daß sich der Richtlinien-vorschlag in das SAVE-Programm einfügt	Ja	Sinnvolle Ergänzung

Tabelle 2

Artikel	geänderter Vorschlag	gemeinsamer Standpunkt
1	10 bis 400 kW	4 bis 400 kW
2	-	zusätzliche Begriffsbestimmungen
3	schließt Brennwertkessel aus	Nimmt Brennwertheizkessel wieder auf, schließt aber andere aus Hinweis, daß die Anforderungen nur die Heizfunktion betreffen.
4		Nimmt Bedingungen für die Inbetriebnahme der Heizkessel aufgrund der jeweiligen Klimabedingungen sowie der Energie- und Belegungsmerkmale der Gebäude auf. Läßt geringere Anforderungen (- 4 %) an bestimmte Heizkesselarten (Backboiler und Heizkessel in Wohnräumen) nur in Mitgliedstaaten mit bestimmten Marktgegebenheiten zu. Beauftragt die Kommission, die Auswirkungen dieser Bestimmungen zu beobachten.
5		Führt neben den Anforderungen an Standardkessel höhere Anforderungen an bestimmte Arten von Hochleistungskesseln ein. Stellt die Anforderungen in Tabellenform zusammen. Streicht die Beispiele.

Artikel	geänderter Vorschlag	gemeinsamer Standpunkt
6	Qualitätszeichen für einen zusätzlichen Wirkungsgradpunkt	Energieleistungszeichen für drei zusätzliche Wirkungsgradpunkte.
7		Neufassung gemäß Ratsbeschluß 90/683/EWG vom 13.12.1990.
8	-	Artikel 8 Absätze 2 und 3 werden aufgrund des Ratsbeschlusses 90/683/EWG vom 13.12.1990 hinzugefügt, der nach der Vorlage des ursprünglichen Vorschlags gefaßt wurde.
9	Veröffentlichung: vor dem 1. Januar 1992 Anwendung: ab 1. Januar 1993 Übergangszeitraum: bis 31. Dezember 1995	Veröffentlichung: vor dem 1. Januar 1993. Anwendung: ab 1. Januar 1994. Übergangszeitraum: bis 31. Dezember 1997.
10 neu		Bericht der Kommission drei Jahre nach der Anwendung der Richtlinie.
10 alt		wird zu Artikel 11.

Tabelle 3

Begründung der vom Rat mit Zustimmung der Kommission
vorgenommene Änderungen

Artikel	
1	Die Ausdehnung des Geltungsbereichs verleiht der Richtlinie eine größere Wirkung, vergrößert aber auch die Aufgabe der Zertifizierungsstellen; sie macht daher die Ausklammerung eines Heizkesseltyps erforderlich, der die Wirkungsgradanforderungen im neuen Leistungsbereich der Richtlinie nicht erfüllen kann.
2	Die neuen Begriffsbestimmungen gelten für Heizkesselarten, die mit dem gemeinsamen Standpunkt in die Richtlinie aufgenommen worden sind.
3	Enthält nicht mehr die Ausklammerung des Brennwertkessels, da für diese Bauart jetzt besondere Anforderungen in Artikel 5 Absatz 1 festgelegt werden.
4	Die Aufnahme von Bedingungen für die Inbetriebnahme und geringere Anforderungen an bestimmte Heizkesselarten sind das Ergebnis eines Kompromisses, der einen gemeinsamen Standpunkt ermöglicht hat. Die Kommission wird beauftragt, darauf zu achten, daß diese Bestimmungen die Energieeffizienz und den freien Handel mit diesen Geräten nicht beeinträchtigen.
5	Ohne die wesentlichen Anforderungen an Standardheizkessel anzuheben, kann die Begriffsbestimmung leistungsstärkerer Kesselarten die Verwendung solcher Geräte nur fördern.
6	Hier handelt es sich um einen Kompromiß zwischen dem ursprünglichen Vorschlag der Kommission und der Forderung bestimmter Delegationen der Mitgliedstaaten.

Artikel	
7 und 8	Sind nur Aktualisierungen des ursprünglichen Vorschlags aufgrund des Ratsbeschlusses 90/683/EWG vom 13. Dezember
9	Der Zeitpunkt für die Veröffentlichung der einzelstaatlichen Rechtsvorschriften und ihre Anwendung sind aufgrund der für die Verabschiedung des Richtlinienvorschlags benötigten Zeit geändert worden. Auf Wunsch der Delegation des vereinigten Königreichs ist die Übergangszeit verlängert worden, damit sich die Industrie leichter auf die neuen Anforderungen umstellen kann.
10	Dieser neue Artikel ist aufgenommen worden, damit die mit der Anwendung dieser Richtlinie erzielten Ergebnisse unter dem Blickwinkel der Energieeffizienz und des freien Handels mit diesen Geräten überprüft und die Anforderungen gegebenenfalls an den technischen Fortschritt angepaßt werden können.

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

SEC(92) 5 def. - SYN 294

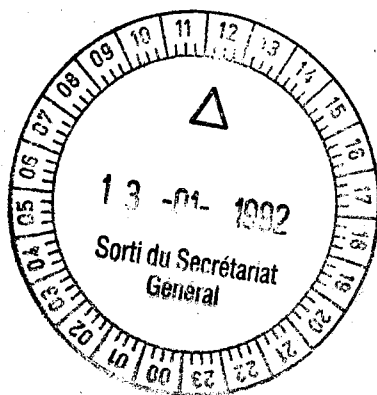
Bruxelles, 9 gennaio 1992

COMUNICAZIONE DELLA COMMISSIONE AL PARLAMENTO EUROPEO

in applicazione dell'articolo 149, paragrafo 2, lettera b)
del trattato CEE

riguardante la Posizione Comune del Consiglio sulla

proposta di Direttiva del Consiglio
che fissa i tassi minimi di resa
per le nuove caldaie di acqua calda
alimentate con combustibili liquidi o gassosi



1. Cronistoria del dossier

- * In data 15 ottobre 1990, la Commissione ha trasmesso al Parlamento europeo e al Consiglio la proposta di direttiva. - Doc. COM(90 368 def. SYN 294 pubblicato sulla Gazzetta ufficiale C 292 del 22 novembre 1990, pag. 8.
- * In data 17 aprile 1991, (GU C 102 del 18.4.1991, pag. 46) il Parlamento europeo ha approvato, in prima lettura, la proposta della Commissione con riserva di apportarvi otto emendamenti.
- * Il 10 settembre 1991, la Commissione ha informato il Gruppo Energia del Consiglio della posizione adottata in seno alla riunione plenaria del Parlamento europeo del 17 aprile 1991: due emendamenti accolti integralmente, un emendamento accolto parzialmente, cinque emendamenti respinti.
- * Il 28 febbraio 1991, nel corso della 284a sessione plenaria, il Comitato economico e sociale ha adottato a larga maggioranza il parere favorevole pubblicato sulla Gazzetta ufficiale C102 del 18 aprile 1991, pagina 46.
- * Nel corso della riunione del 19 dicembre 1991 il Consiglio ha adottato una posizione comune.

2. Oggetto della proposta della Commissione

La proposta di direttiva del Consiglio (CEE), elaborata per migliorare l'utilizzo razionale dell'energia nella Comunità garantendo la libera circolazione dei prodotti, fissa i tassi minimi di resa per le nuove caldaie di acqua calda alimentate con combustibili liquidi o gassosi.

3. Osservazioni sulla posizione comune

3.1. La posizione comune è stata raggiunta all'unanimità.

3.2. Risultato degli emendamenti richiesti dal Parlamento europeo in prima lettura (cfr. tabella 1 in allegato):

- Emendamenti accolti dalla Commissione ed integrati nella posizione comune:

* emendamento 5 - (accolto parzialmente)

L'articolo 7.1. riprende gli elementi del punto 1, paragrafo 2, relativi alla presunzione di conformità ai requisiti essenziali degli apparecchi conformi alle norme armonizzate.

L'articolo 5.2. riprende gli elementi del punto 2 di questo emendamento relativo ai metodi armonizzati di misurazione della resa ed i margini di tolleranza da applicare.

* Emendamento 7 -

L'articolo 7, corretto nella redazione da questo emendamento, è stato modificato prendendo atto della decisione del Consiglio 90/683/CEE del 13 dicembre 1990 riguardante i moduli relativi alle diverse fasi delle procedure di valutazione della conformità. La nuova redazione prende in considerazione le preoccupazioni del Parlamento.

* Emendamento 8 -

Questo emendamento è stato introdotto nell'articolo 1'.

- Emendamento non accolto dalla Commissione ma integrato nella posizione comune dopo adeguamento:

* Emendamento 3 -

Nel campo di applicazione della direttiva sono state incluse le caldaie a condensazione con specifici tassi minimi di resa notevolmente più elevati di quelli stabiliti per le caldaie standard nella proposta iniziale della Commissione. Tale categoria è stata introdotta per ragioni di mercato interno e per la promozione delle caldaie ad alto rendimento.

3.3. Altre modifiche

La posizione comune differisce in vari punti dalla proposta modificata della Commissione.

Tali differenze sono riportate nella tabella 2. Esse non modificano sostanzialmente la proposta iniziale della Commissione.

La Commissione ha espresso il suo accordo per le modifiche introdotte nella posizione comune. La tabella 3 offre le giustificazioni di tali modifiche.

4. Conclusioni

Gli Stati membri hanno accolto favorevolmente la proposta della Commissione sia per quanto riguarda l'obiettivo globale che per la fissazione di elevati livelli di resa.

Tuttavia, si sono incontrate difficoltà al momento della valutazione quantitativa dei tassi minimi di resa.

Alcuni Stati membri hanno chiesto livelli di resa più alti; altri, al contrario, ritenevano i tassi minimi proposti dalla Commissione già troppo elevati.

Si è giunti ad un compromesso che non altera sostanzialmente la proposta iniziale: la concessione fatta ad alcuni Stati membri - autorizzare sul loro territorio caldaie a rendimento inferiore di quelle che godranno della libera circolazione nell'intera Comunità - è giustificata dalle caratteristiche specifiche del loro parco immobiliare. In compenso, la possibilità di introdurre condizioni di attivazione, permette di esigere l'installazione di caldaie ad alto rendimento dove risulta giustificato.

Le conseguenze di questi due ultimi provvedimenti saranno tenute sotto permanente controllo della Commissione, che dovrà vigilare sul mantenimento dell'obiettivo dell'efficacia energetica, garantendo la libera circolazione delle caldaie a marchio CE.

Tabella 1

Procedura di cooperazione - 1a lettura

Proposta di direttiva che fissa i tassi minimi di resa per le nuove caldaie di acqua calda alimentate
con combustibili liquidi o gassosi - COM(90) 368 def. - SYN-294

Emend. n.	Considerando o articolo	Contenuto	Accolto	Osservazioni
1	Articolo n. 1	Estende il campo di applicazione a tutta la gamma di potenza	NO	Il rilascio degli attestati previsti si farebbe in condizioni accettabili.
2	Articolo n. 2	Modifica alcune definizioni, ne sopprime altre	NO	La mancanza di alcune definizioni permetterebbe di alterare il contenuto della direttiva.
3	Articolo n. 3	Richiede l'inclusione, nel campo di applicazione della direttiva delle caldaie a condensazione	NO	Inutile, poiché per definizione tali caldaie hanno rese superiori ai tassi specificati.
4	Articolo n. 4	Modifica della redazione connessa alla parte dell'emendamento n. 5 che è stato respinto dalla Commissione	NO	Per coerenza con la posizione della Commissione sull'emendamento n. 5 punto 1.
5	Articolo n. 5	a) Richiede al CEN di stabilire tassi quantizzati di resa b) Specifica il ruolo delle norme e del CEN	NO SI'	Il ruolo del CEN non è quello di stabilire tassi minimi per l'efficacia energetica, in quanto essi rientrano nelle competenze della politica energetica e di salvaguardia dell'ambiente. Conferma le posizioni prese in altri testi comunitari.

Emend. n.	Considerando o articolo	Contenuto	Accolto	Osservazioni
6	Articolo n. 6	Affida al CEN l'assegnazione del marchio di qualità	NO	Respinto, in coerenza con la posizione della Commissione sull'emendamento n. 5.
7	Articolo n. 7	Modifica della redazione	SI'	Non modifica sostanzialmente l'articolo. Nondimeno, considerata la posizione presa sull'articolo 6, bisogna mantenere il secondo capoverso del punto 1 e del punto 2 dell'articolo 7.
8	Articolo n. 1	Specifica che questa proposta di direttiva si iscrive nel programma SAVE	SI'	Specificazione utile.

Historical Archives of the European Commission

Tabella 2

Articoli	Proposta modificata	Posizione comune

1	Da 10 a 400 kw	da 4 a 400 kw
2	-	Aggiunge alcune definizioni
3	Esclude le caldaie a condensazione	Reinserisce le caldaie a condensazione ma ne esclude altre. Specifica che i tassi minimi riguardano solo la funzione riscaldamento.
4		Introduce condizioni di attivazione delle caldaie in funzione delle condizioni climatiche locali nonché delle caratteristiche energetiche e di occupazione degli immobili. Ammette tassi minimi (-4%) per alcuni tipi di caldaie (caldaie a recupero e caldaie installate nello spazio abitato) solo negli Stati membri con determinate caratteristiche di mercato. Prevede il controllo da parte della Commissione delle conseguenze dei due provvedimenti precedenti.
5		Introduce, oltre a tassi di resa per caldaie standard, tassi più elevati per alcuni tipi di caldaie ad alto rendimento. Presenta i tassi di rendimento in forma di tabella. Sopprime gli esempi.

6	Marchio di qualità per un punto di resa supplementare	Marchio di rendimento energetico per tre punti di resa supplementari.
7		Nuova redazione conforme alla decisione del Consiglio 90/683/CEE del 13 dicembre 1990
8	-	In conseguenza della decisione del Consiglio 90/683/CEE del 13 dicembre 1990, seguita alla presentazione della proposta iniziale, sono stati aggiunti i punti 8.2 e 8.3.
9	Data di pubblicazione: anteriormente al 1° gennaio 1992 Data di applicazione: il 1° gennaio 1993 Periodo transitorio: fino al 31 dicembre 1995	Data di pubblicazione: anteriormente al 1° gennaio 1993 Data di applicazione: il 1° gennaio 1994 Periodo transitorio: fino al 31 dicembre 1997.
10 nuovo		Prevede un rapporto della Commissione dopo tre anni dall'applicazione della direttiva.
10 precedente		Diventa articolo 11

Tabella 3

Giustificazione delle modifiche
introdotte dal Consiglio
in accordo con la Commissione

Articoli

- 1 L'estensione del campo di applicazione della direttiva si tradurrà in un maggiore impatto del provvedimento ma estenderà il compito degli organismi preposti alla certificazione; essa rende inoltre necessaria l'esclusione di un tipo di caldaia che non possa rispettare i tassi minimi di resa nel nuovo campo di potenza interessato dalla direttiva.
- 2 Le nuove definizioni si riferiscono ai differenti tipi di caldaie introdotti nella direttiva dalla posizione comune.
- 3 Non riprende l'esclusione delle caldaie a condensazione in quanto tassi minimi specifici sono ora stabiliti per questo tipo di caldaia dall'articolo 5.1.
- 4 L'introduzione delle condizioni di attivazione e dei tassi minimi per alcuni tipi di caldaie è il risultato del compromesso che ha reso possibile la posizione comune.

La Commissione ha il compito di vigilare a che tali provvedimenti non abbiano conseguenze negative sull'efficacia energetica e sulla libera circolazione dei prodotti.
- 5 Senza alzare il livello dei requisiti essenziali per le caldaie standard, la definizione di tipi di caldaie a più alto rendimento non può che promuovere soltanto l'utilizzo di tali apparecchi.
- 6 Si tratta di un compromesso tra la proposta iniziale della Commissione e la richiesta di alcune delegazioni nazionali.

- 7 e 8 Costituiscono solamente l'aggiornamento dei testi originali in funzione dell'adeguamento della decisione del Consiglio 90/683/CEE del 13 dicembre 1990.
- 9 Le date di pubblicazione delle legislazioni nazionali e della loro applicazione sono state adeguate ai tempi di adozione della proposta di direttiva.
- Su richiesta della delegazione del Regno Unito, il periodo transitorio è stato prolungato affinché l'industria si adegui più facilmente ai nuovi requisiti.
- 10 Questo nuovo articolo è stato introdotto per controllare i risultati ottenuti con l'applicazione della presente direttiva dal punto di vista dell'efficacia energetica e della libera circolazione dei prodotti e, all'occorrenza, per adeguare i requisiti all'evoluzione tecnologica.

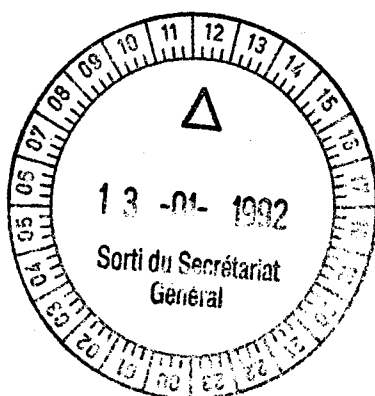
COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(92) 5 def. - SYN 294

Brussel, 9 januari 1992

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT

op grond van artikel 149, lid 2, onder b) van het EEG-Verdrag
betreffende het Gemeenschappelijk Standpunt van de Raad over het
VOORSTEL VOOR EEN RICHTLIJN VAN DE RAAD
BETREFFENDE DE RENDEMENTSEISEN VOOR
NIEUWE OLIE- EN GASGESTOOKTE CENTRALE VERWARMINGSKETELS



1. Voorgeschiedenis

- * Op 15 oktober 1990 heeft de Commissie het voorstel voor een richtlijn - Document COM (90) 368 def. - SYN 294, dat gepubliceerd is in PB C 292 van 22 november 1990, blz. 8 toegezonden aan het Europese Parlement en aan de Raad.
- * Op 17 april 1991, (PB C 129 van 20.5.1991, blz. 97) heeft het Europese Parlement in eerste lezing het voorstel van de Commissie met acht amendementen goedgekeurd.
- * Op 10 september 1991 heeft de Commissie de Groep Energie van de Raad op de hoogte gesteld van het door haar op de plenaire vergadering van het Europese Parlement van 17 april 1991 ingenomen standpunt : twee amendementen zijn volledig overgenomen, één amendement is gedeeltelijk overgenomen, vijf amendementen zijn verworpen.
- * Op de 284e voltallige zitting heeft het Economisch en Sociaal Comité, op 28 februari 1991, met ruime meerderheid een gunstig advies uitgebracht, dat is bekendgemaakt in PB C 102 van 18 april 1991, blz. 46.
- * Op de vergadering van 19 december 1991 heeft de Raad een gemeenschappelijk standpunt bepaald.

2. Doel van het voorstel van de Commissie

Het voorstel voor een richtlijn van de Raad (EEG) heeft betrekking op de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels, en is bedoeld om het rationaal energiegebruik in de Gemeenschap te verbeteren, en het vrije verkeer van goederen te waarborgen.

3. Commentaar op het gemeenschappelijk standpunt

3.1. Het gemeenschappelijk standpunt is met algemene stemmen ingenomen.

3.2. Door het Europese Parlement in eerste lezing voorgestelde amendementen (zie schema 1 van de bijlage) :

- Door de Commissie overgenomen en in het gemeenschappelijk standpunt verwerkte amendementen :
 - * Amendement 5 - (gedeeltelijk overgenomen)
De elementen uit de tweede alinea van punt 1, betreffende het vermoeden van overeenstemming met de fundamentele eisen van de toestellen die overeenstemmen met de geharmoniseerde normen, zijn opgenomen in artikel 7, lid 1.
De elementen uit punt 2 van dit amendement betreffende de geharmoniseerde meetmethodes en de toegestane afwijkingen zijn opgenomen in artikel 5, lid 2.
 - * Amendement 7 -
Artikel 7, waarin dit amendement een redactionele wijziging aanbracht, is gewijzigd om rekening te houden met Besluit 90/683/EEG van de Raad van 13 december 1990 betreffende de modules voor de verschillende fasen van de conformiteitsbeoordelingsprocedures. In de nieuwe redactie is rekening gehouden met de bezorgdheid van het Parlement.
 - * Amendement 8 -
Dit amendement is opgenomen in artikel 1.
- Amendement dat niet door de Commissie is overgenomen maar dat na aanpassing is opgenomen in het gemeenschappelijk standpunt.
 - * Amendement 3 -
Ketels met rookgascondensor vallen binnen het toepassingsgebied van deze richtlijn, en moeten voldoen aan duidelijk hogere specifieke rendementseisen dan die welke in het oorspronkelijke voorstel van de Commissie voor standaardketels waren vastgesteld. Deze categorie is opgenomen om redenen in verband met de gemeenschappelijke markt en de promotie van hoog-rendementketels.

3.3. Andere wijzigingen

Het gemeenschappelijk standpunt verschilt op enkele punten van het gewijzigde voorstel van de Commissie.

Deze verschillen staan vermeld in schema 2. Zij betekenen geen fundamentele wijzigingen van het oorspronkelijke voorstel van de Commissie.

De Commissie heeft haar goedkeuring verleend aan de wijzigingen die zijn aangebracht in het gemeenschappelijk standpunt. De motiveringen voor deze wijzigingen worden gegeven in schema 3.

4. Conclusies

De Lid-Staten hebben het voorstel van de Commissie gunstig ontvangen, zowel wat betreft het algemene doel als het principe van de vaststelling van hoge rendementsniveaus.

Er zijn echter moeilijkheden gerezen bij de behandeling van de gekwantificeerde rendementseisen.

Sommige Lid-Staten hebben hogere rendementseisen gevraagd; andere daarentegen waren van mening dat de eisen die door de Commissie waren voorgesteld al veel te hoog waren.

Er kon een compromis worden gevonden dat de hoofdlijnen van het oorspronkelijke voorstel intact liet : de toestemming die sommige Lid-Staten gekregen hebben om op hun grondgebied ketels toe te laten met minder rendement dan die welke deel kunnen nemen aan het vrije verkeer van goederen in de hele Gemeenschap, wordt gemotiveerd door de bijzondere karakteristieken van hun woningbestand. Daar staat tegenover dat de mogelijkheid om eisen te stellen voor de inbedrijfstelling tevens de gelegenheid biedt om de installatie van hoog-rendementketels te eisen, wanneer zo'n eis gegrond blijkt.

De effecten van de twee laatstgenoemde maatregelen zullen voortdurend onderworpen zijn aan het toezicht van de Commissie, die moet toezien op handhaving van de doelstelling van een hoog energierendement, en daarbij het vrije verkeer van ketels die het EG-merkteken dragen dient te waarborgen.

Voorstel voor een richtlijn betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte verwarmingsketels - COM(90 368 def.-SYN-294

Amendement nr	Overweging of artikel	Inhoud	Aanvaardbaar	Commentaar
1	Artikel nr 1	Breidt het toepassingsgebied tot het hele vermogensbereik uit	NEE	De voorziene attesten zouden niet onder aanvaardbare voorwaarden worden afgegeven
2	Artikel nr 2	Wijzigt definities, laat andere definities weg	NEE	Door het ontbreken van sommige definities zou de inhoud van de richtlijn verdraaid kunnen worden
3	Artikel nr 3	Vraagt de opneming van ketels met rookgascondensor in het toepassingsgebied van de richtlijn	NEE	Overbodig, aangezien de rendementen van deze ketels per definitie boven de gestelde eisen liggen
4	Artikel nr 4	Redactionele wijziging in verband met het gedeelte van amendement nr 5 dat niet door de Commissie is overgenomen	NEE	Vanwege de samenhang met het standpunt van de Commissie inzake punt 1 van amendement nr 5
5	Artikel nr 5	a) Vraagt het CEN gekwantificeerde rendementseisen vast te stellen	NEE	Het is niet de taak van het CEN om eisen te formuleren inzake energierendement; die eisen vloeien voort uit energie- en milieubeleid
		b) De rol van de normen en van het CEN nader omschrijven	JA	Bevestigt eerder ingenomen standpunten in andere communautaire teksten

h

<i>Amendement n°</i>	<i>Overweging of artikel</i>	<i>Inhoud</i>	<i>Aanvaardbaar</i>	<i>Commentaar</i>
6	Artikel nr 6	<i>Belast de CEN met de toekenning van kwaliteitslabels</i>	NEE	<i>Niet overgenomen vanwege de samenhang met het standpunt van de Commissie inzake amendement nr. 5</i>
7	Artikel nr 7	<i>Redactionele wijziging</i>	JA	<i>Wijzigt de inhoud van dit artikel niet wezenlijk. In verband met het standpunt dat de Commissie inneemt inzake artikel 6 dienen niettemin de tweede alinea's van de punten 1 en 2 van artikel 7 gehandhaafd te blijven</i>
8	Artikel nr 1	<i>Preciseert dat dit richtlijnvoorstel gedaan wordt in het kader van het SAVE-programma</i>	JA	<i>Precisering nuttig</i>

Schema 2

Artikelen	Gewijzigd voorstel	Gemeenschappelijk standpunt

1	10 tot 400 kW	4 tot 400 kW
2	-	Voegt enkele definities toe.
3	Sluit ketels met rookgas- condensor uit	Neemt ketels met rookgas- condensor weer op maar sluit andere uit. Preciseert dat de eisen slechts betrekking hebben op de verwarmingsfunctie.
4		Neemt voorwaarden op voor de inbedrijfstelling van ketels naar gelang van het plaatse- lijke klimaat en de energie- en bewoningskenmerken van de gebouwen. Staat lagere eisen toe (- 4 %) voor sommige typen ketels (back boilers en ketels die in een woonruimte geïnstalleerd zijn) in Lid-Staten met bepaalde marktkarakteristieken. Voorziet in toezicht van de Commissie op de effecten van de twee voorgaande maatregelen.
5		Neemt, naast eisen voor standaardketels, hogere eisen op voor sommige categorieën hoog-rendementketels. Geeft de eisen weer in de vorm van een schema. Schrapte de voorbeelden.

6	Kwaliteitslabels voor een extra rendementspunt	Merkttekens voor energiebesparende eigenschappen per drie extra rendementpunten
7		Nieuwe redactie overeenkomstig het Besluit 90/683/EEG van de Raad van 13 december 1990.
8	-	De leden 8.2 en 8.3 worden toegevoegd in verband met Besluit 90/683/CEE van de Raad van 13 december 1990, dat genomen is na indiening van het oorspronkelijk voorstel.
9	Datum van publikatie : vóór 1 januari 1992	Datum van publikatie vóór 1 januari 1993
	Datum van inwerkingtreding : 1 januari 1993	Datum van inwerkingtreding : 1 januari 1994
	Overgangsperiode : tot 31 december 1995	Overgangsperiode : tot 31 december 1997
10 nieuw		Voorziet in een rapport van de Commissie drie jaar na de inwerkingtreding van de richtlijn
10 oud		Wordt artikel 11

Schema 3

Motiveringen van de door de Raad
met instemming van de Commissie
aangebrachte wijzigingen

Artikelen

- 1 Voor de uitbreiding van het toepassingsgebied van de richtlijn zal de maatregel een groter effect sorteren, maar de taak van de certificatie-instanties zal wel iets zwaarder worden; ook maakt de uitbreiding uitsluiting van een type ketel noodzakelijk, wanneer dit niet kan voldoen aan de rendementseisen in het nieuwe vermogensgebied waarop de richtlijn van toepassing is.
- 2 De nieuwe definities hebben betrekking op de verschillende categorieën ketels die krachtens het gemeenschappelijk standpunt in de richtlijn zijn opgenomen.
- 3 De uitsluiting van ketels met rookgascondensor vervalt, omdat nu in artikel 5, lid 1 bijzondere eisen voor dit type ketel zijn vastgesteld.
- 4 De voorwaarden voor de inbedrijfstelling en de lagere eisen voor sommige typen ketels vormen het resultaat van een compromis dat het mogelijk heeft gemaakt tot een gemeenschappelijk standpunt te komen. De Commissie heeft de opdracht gekregen erop toe te zien dat deze maatregelen geen negatieve gevolgen hebben voor het energierendement en voor het vrije verkeer van goederen.
- 5 Zonder het niveau van de fundamentele eisen voor standaardketels te verhogen, kan de definitie van typen ketels met een hoger rendement het gebruik van dergelijke toestellen slechts bevorderen.
- 6 Het betreft een compromis tussen het oorspronkelijke voorstel van de Commissie en het verzoek van sommige nationale delegaties.

7 en 8 Zijn slechts aanpassingen van de oorspronkelijke tekst naar aanleiding van de vaststelling van Besluit 90/683/EEG van de Raad van 13 december 1990.

9 De data van bekendmaking van de nationale wetgevingen en van de inwerkingtreding daarvan zijn aangepast vanwege de vertraging die is opgetreden bij de goedkeuring van het richtlijn-voorstel.

Op verzoek van de delegatie van het Verenigd Koninkrijk, is de overgangsperiode verlengd om de industrie de gelegenheid te geven zich makkelijker aan te passen aan de nieuwe eisen.

10 Dit nieuwe artikel is in de richtlijn opgenomen om controle van de door de toepassing van deze richtlijn verkregen resultaten mogelijk te maken uit het oogpunt van energierendement en vrij verkeer van goederen, en om indien nodig, de eisen aan de vooruitgang van de techniek te kunnen aanpassen.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(92) 5 final - SYN 294

Brussels, 9 January 1992

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT

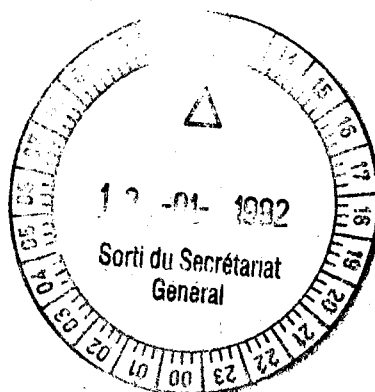
pursuant to Article 149.2(b) of the EEC Treaty

relating to the Common Position of the Council on the

PROPOSAL FOR A COUNCIL DIRECTIVE

CONCERNING THE EFFICIENCY REQUIREMENTS FOR NEW HOT-WATER

BOILERS FIRED WITH LIQUID OR GASEOUS FUELS



1. Background

- * On 15 October 1990, the Commission transmitted to the European Parliament and to the Council the proposal for a Directive - Document COM(90) final - SYN 294, published in OJ C 292 of 22.11.1990, p. 8.
- * On 17 April 1991 (OJ C 129 of 20.05.1991, p. 97), the European Parliament adopted the Commission proposal at first reading, subject to the introduction of eight amendments.
- * On 10 September 1991, the Commission informed the Council Working Party on Energy of the position it had adopted at the plenary part-session of the European Parliament held on 17 April 1991: two amendments accepted in their entirety, one amendment accepted in part and five amendments rejected.
- * On 28 February 1991, at its 284th plenary session, the Economic and Social Committee adopted by a large majority the favourable opinion published in OJ C 102 of 18.04.1991, p. 46.
- * At its meeting held on 19 December 1991, the Council adopted a common position.

2. Object of the Commission proposal

The proposal for a Council Directive (EEC) concerns the efficiency requirements for new hot-water boilers fired with liquid or gaseous fuels and has been drawn up with a view to promoting the more rational use of energy in the Community, while at the same time guaranteeing the free movement of products.

3. Comments on the common position

3.1 The common position was arrived at unanimously.

3.2 Final decisions on the amendments requested by the European Parliament during the first reading (see Table 1 annexed hereto):

- Amendments accepted by the Commission and incorporated in the common position:

* Amendment 5 - (accepted in part)

The substance of the second paragraph of point 1 concerning presumption of conformity to the essential requirements for appliances complying with the harmonized standards has been incorporated in Article 7(1).

The substance of point 2 of this amendment concerning the harmonized methods for measuring efficiency and the tolerances to be applied has been incorporated in Article 5.2.

* Amendment 7 -

Article 7, in respect of which this amendment sought to introduce changes in the drafting, has been amended in such a way as to take account of Council Decision 90/683/EEC of 13 December 1990 concerning the modules for the various phases of the conformity assessment procedures. The new drafting also takes account of the concerns expressed by Parliament.

* Amendment 8 -

This amendment has been inserted in Article 1.

- Amendment not accepted by the Commission but incorporated in the common position after adaptation.

* Amendment 3 -

Condensing boilers have been included in the scope of the Directive, where the specific efficiency requirements are significantly higher than those laid down for standard boilers in the Commission's initial proposal. This category was introduced for internal-market reasons and in order to promote very high-performance boilers.

3.3 Other changes

The common position differs from the Commission's amended proposal on a number of points.

These differences are set out in Table 2. They do not alter in substance the Commission's initial proposal.

The Commission recorded its agreement with the amendments introduced in the common position. The reasons justifying these amendments are given in Table 3.

4. Conclusions

The Commission proposal was favourably received by the Member States both as regards the overall objective and the principle of setting high efficiency levels.

However, on examination of the quantified efficiency levels, a number of difficulties came to light, inasmuch as certain Member States were demanding higher efficiency levels, while others felt that the Commission's proposed requirements were already excessively high.

Fortunately, efforts to find a compromise which did not impinge on the substance of the initial proposal proved successful. On the one hand, the concession made to certain Member States authorizing them to admit into their territory boilers having a lower performance than those which will benefit from free movement throughout the Community is justified by virtue of the special nature of their housing stock. On the other, the option allowing for the introduction of conditions regarding entry into service will make it possible to stipulate that very high-performance boilers must be installed, wherever the situation warrants it.

The effects of these last two measures will be monitored continuously by the Commission, which will be responsible for ensuring that the energy efficiency objective is maintained, while at the same time guaranteeing the free movement of boilers bearing the EC mark.

Proposal for a Directive concerning the efficiency requirements for new hot-water boilers fired with liquid or gaseous fuels - COM(90) 368 final-SYN-294

Amendment No	Recital or Article	Content	Acceptable	Comments
1	Article 1	Extends the field of application to the entire power range	NO	The issuing of the certificates provided for would not take place under acceptable conditions
2	Article 2	Amends certain definitions and removes others	NO	The absence of certain definitions could distort the meaning of the Directive
3	Article 3	Calls for the inclusion of condensing boilers in the scope of the Directive	NO	Superfluous, since, by definition, these boilers have efficiency levels that exceed the requirements laid down
4	Article 4	Change in the drafting linked to the part of Amendment 5 rejected by the Commission	NO	With a view to maintaining consistency with the position adopted by the Commission regarding point 1 of Amendment 5
5	Article 5	a) Request to the CEN to define quantified efficiency requirements	NO	The laying-down of energy efficiency requirements is not the responsibility of the CEN, since these requirements are determined in the light of energy and environmental protection policy
		b) Definition of the role of standards and the role of the CEN	YES	Confirms the positions adopted elsewhere in other Community texts

Amendment No	Recital or Article	Content	Acceptable	Comments
6	Article 6	Assigns the issuing of quality labels to the CEN	NO	Rejected with a view to maintaining consistency with the position adopted by the Commission regarding Amendment 5
7	Article 7	Change in the drafting	YES	Does not alter the substance of the Article. Nevertheless, taking into account the position adopted on Article 6, the second paragraphs of points 1 and 2 of Article 7 should be retained
8	Article 1	Stipulates that this proposal for a Directive should come under the SAVE programme	YES	Useful recommendation

Table 2

Articles	Amended proposal	Common position

1	10 to 400 kw	4 to 400 kw
2	-	adds certain definitions
3	excludes condensing boilers	covers some condensing boilers but excludes others stipulates that the requirements concern only the heating function
4		Introduces conditions governing the entry into service of boilers as a function of local climatic conditions and of the energy and occupation characteristics of the buildings Allows the least stringent requirements (-4%) for certain types of boilers (backboilers and boilers installed in the occupied area) solely in the case of Member States displaying certain market characteristics Provides for monitoring by the Commission of the effects of the two foregoing measures
5		Introduces, in addition to the requirements for standard boilers, more stringent requirements for certain categories of high-performance boilers Sets out the requirements in the form of a table Deletes the examples

6	Quality labels for an additional efficiency point	Energy performance labels for three additional efficiency points
7		Redrafting in compliance with Council Decision 90/683/EEC of 13.12.1990
8	-	Points 8.2 and 8.3 have been added following Council Decision 90/683/EEC of 13.12.1990, taken after the initial proposal was submitted
9	Date of publication: before 1 January 1992 Date of application: 1 January 1993 Transitional period: up to 31 December 1995	Date of publication: before 1 January 1993 Date of application: 1 January 1994 Transitional period: up to 31 December 1997
10 (new)		Provides for a Commission report three years after implementation of the Directive
10 (old)		becomes Article 11

Table 3

Reasons for the amendments
tabled by the Council
in agreement with the Commission

Articles

- 1 The extension of the scope of the Directive will ensure that the measure has a greater impact but will also place a somewhat heavier burden on the certification bodies. In addition, it will necessitate the exclusion of a type of boiler incapable of complying with the efficiency requirements in the new power range covered by the Directive.
- 2 The new definitions relate to the various categories of boilers introduced in the Directive following the adoption of the common position.
- 3 No longer entails the exclusion of condensing boilers, since specific requirements governing this type of boiler are now laid down in Article 5.1.
- 4 The introduction of conditions governing entry into service and the laying-down of minimum requirements for certain types of boilers are the result of the compromise opening the way to the adoption of a common position.

The Commission has been asked to ensure that these measures do not adversely affect the level of energy efficiency or the free movement of goods.
- 5 Although it does not raise the level of requirements deemed essential for standard boilers, the definition of higher-performance types of boilers is bound to promote the use of such appliances.
- 6 This involves a compromise between the Commission's initial proposal and the request made by certain national delegations.

7 and 8 These Articles merely entail the updating of the initial texts in line with the adaptation of Council Decision 90/683/EEC of 13 December 1990.

9 The dates for the publication and implementation of the various national laws have been adapted as a function of the deadlines fixed for the adoption of the proposal for a Directive.

At the request of the United Kingdom delegation, the transitional period has been extended so as to enable industry to adapt more easily to the new requirements.

10 This new Article has been introduced in order to permit the monitoring of the results obtained following the application of this Directive from the viewpoint of energy efficiency and the free movement of goods and, where appropriate, to permit adaptation of the requirements to technological developments.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

EK(92) 5 endelig udg. - SYN 294

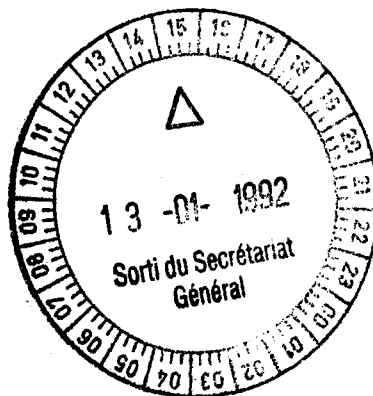
Bruxelles, den 9. januar 1992

MEDDELELSE FRA KOMMISSIONEN TIL EUROPA-PARLAMENTET

overensstemmelse med EØF-Traktatens
artikel 149, stk.2, litra b

vedrørende Rådets Fælles Holdning til det

forslag til Rådets Direktiv
om mindsteværdier for energiuudnyttelsen
i nye varmtvandskedler,
der anvender flydende eller gasformigt brændsel



1. Sagens baggrund

- * Den 15. oktober 1990 sendte Kommissionen direktivforslaget KOM(90)368 endelig udg. - SYN 294, offentliggjort i EFT nr. C 292 af 22.11.1990, s.8, til Rådet og Europa-Parlamentet.
- * Den 17. april 1991 (EFT nr. C 129 af 20.5.1991, s.94) vedtog Europa-Parlamentet ved førstebehandlingen Kommissionens forslag med forbehold af 8 ændringsforslag.
- * Den 10. september 1991 underrettede Kommissionen Rådets energigruppe om, hvilken stilling den ved Europa-Parlamentets plenarmøde den 17. april 1991 havde indtaget, nemlig 2 ændringsforslag fuldt ud accepteret, 1 ændringsforslag delvis accepteret og 5 ændringsforslag afvist.
- * På sin 284. samling den 28. februar 1991 vedtog Det Økonomiske og Sociale Udvalg med stort flertal en positiv udtalelse, som er offentliggjort i EFT nr. C 102 af 18.4.1991, s.46.
- * Rådet vedtog på mødet den 19. december 1991 en fælles holdning.

2. Formålet med Kommissionens forslag

Forslaget til rådsdirektiv omhandler mindsteværdier for energiudnyttelsen i nye varmtvandskedler, der anvender flydende eller gasformigt brændsel, og er udarbejdet med henblik på at opnå mere rationel udnyttelse af energien i EF, samtidig med at varers frie bevægelighed bevares.

3. Bemærkninger til den fælles holdning

3.1 Den fælles holdning er vedtaget enstemmigt.

3.2 Den videre skæbne af Europa-Parlamentets ændringsforslag fra førstebehandlingen (jf. tabel 1):

- Ændringsforslag, som Kommissionen har accepteret, og som er indarbejdet i den fælles holdning:

* Ændringsforslag nr. 5 (delvis accepteret)

Indholdet af punkt 1, andet afsnit, om, at udstyr, der overholder harmoniserede standarder, anses at opfylde de væsentlige krav, er indarbejdet i artikel 7, stk. 1.

Indholdet i punkt 2 om harmoniserede målemetoder for virkningsgrad og tolerancer herfor er indarbejdet i artikel 5, stk. 2.

* Ændringsforslag nr. 7

Dette ændringsforslag gik ud på en redaktionel ændring af artikel 7, som nu desuden er ændret under hensyntagen til Rådets afgørelse 90/683/EØF af 13. december 1990 om modulerne for de forskellige faser i procedurerne for overensstemmelsesvurdering. Der er i den nye formulering taget hensyn til Parlamentets bemærkninger.

* Ændringsforslag nr. 8

Denne ændring er indarbejdet i artikel 1.

- Ændringsforslag, som Kommissionen ikke har accepteret, men som er indarbejdet i den fælles holdning i modificeret form:

* Ændringsforslag nr. 3

Kondenserende kedler er medtaget under direktivets anvendelsesområde og med væsentligt strengere krav til virkningsgrad end dem, der gælder for standardkedler i Kommissionens oprindelige forslag. Denne type er inkluderet af hensyn til det indre marked og fremme af anvendelse af højeffektive kedler.

3.3 Andre ændringer

Den fælles holdning adskiller sig på flere punkter fra Kommissionens ændrede forslag.

Forskellene, der fremgår af tabel 2, er ikke udtryk for nogen grundlæggende ændring af Kommissionens oprindelige forslag.

Kommissionen har erklæret sig indforstået med ændringerne i den fælles holdning. Begrundelsen for ændringerne fremgår af tabel 3.

4. Konklusioner

Medlemsstaterne har taget vel imod Kommissionens forslag, både den overordnede målsætning og princippet om fastsættelse af et højt niveau for virkningsgraden.

Imidlertid har der været vanskeligheder ved fastsættelsen af de kvantitative krav til virkningsgraden.

Nogle medlemsstater ønskede højere virkningsgrader, mens andre anså kravene i Kommissionens forslag for alt for høje.

Man er nået frem til et kompromis, uden at der er foretaget grundlæggende ændringer af det oprindelige forslag. At enkelte medlemsstater har fået lov til at tillade mindre effektive kedler end dem, der kan omsættes frit i hele Fællesskabet, er begrundet i, at deres boligmasse har en ganske særlig karakter. Til gengæld betyder muligheden for at indføre særlige betingelser for ibrugtagning, at der kan kræves installering af højeffektive kedler, hvor det er berettiget.

Kommissionen vil til stadighed følge virkningerne af de to sidstnævnte foranstaltninger, idet den sørger for, at der stadig stræbes efter energieffektivitet, samtidig med, at kedler med EF-mærket garanteres fri bevægelighed.

Samarbejdsprocedure - førstebehandling

Forslag til direktiv om mindsteverdier for energiudnyttelse i nye varmtvandskedler,
der anvender flydende eller gasformigt brændsel - KOM(90) 368 endelig udg. - SYN 294

<u>Ændring nr.</u>	<u>Betragtning/artikel</u>	<u>Indhold</u>	<u>Acceptabel</u>	<u>Bemærkninger</u>
1	Artikel 1	Udvidelse af anvendelsesområdet til at omfatte alle effektstørrelser	NEJ	Udstedelse af de relevante attester ville ikke ske på tilfredsstillende måde
2	Artikel 2	Ændring af nogle definitioner, fjernelse af andre	NEJ	Ved at udelade nogle af definitionerne vil direktivets indhold blive udvandet
3	Artikel 3	Ønske om at tilføje kondenserende kedler under direktivets anvendelsesområde	NEJ	Unødig, da sådanne kedler pr. definition har højere virkningsgrad end den krævede
4	Artikel 4	Redaktionel ændring, der hænder sammen med den del af ændringsforslag nr. 5, som Kommissionen ikke har accepteret	NEJ	Af hensyn til sammenhængen med Kommissionens stilling til punkt 1 i ændringsforslag nr. 5
5	Artikel 5	a) Ønske om at CEN fastlægger kvantitative krav til virkningsgrad	NEJ	Det er ikke CEN's opgave at fastsætte krav til virkningsgrad; de indgår energi- og miljøpolitikken
		b) Præcisering af standarders og CEN's rolle	JA	Bekræfter den holdning, der tidligere er indtaget i andre EF-tekster

<u>Ændring nr.</u>	<u>Betragtning/artikel</u>	<u>Indhold</u>	<u>Acceptabel</u>	<u>Bemærkninger</u>
6	Artikel 6	Overdrager tildeling af kvalitetsmærker til CEN	NEJ	Af hensyn til sammenhængen med Kommissionens stilling til ændringsforslag nr. 5
7	Artikel 7	Redaktionel ændring	JA	Ændrer ikke grundindholdet i artiklen. I betragtning af holdningen til artikel 6 må andet led i stk. 1 og 2 i artikel 7 bibeholdes.
8	Artikel 1	Præcisering af, at direktivforslaget hænger sammen med SAVE-programmet	JA	Hensigtsmæssig præcisering

Historical Archives of the European Commission

Tabel 2

Artikel	Ændret forslag	Fælles holdning
1	10 til 400 kW	4 til 400 kW
2	-	Tilføjelse af enkelte definitioner.
3	Kondenserende kedler udgår	Kondenserende kedler inkluderes mens andre kedeltyper udgår. Præcisering af, at kravene kun gælder for rumopvarmning.
4		Indførelse af betingelser for ibrugtagning, som afhænger af de lokale klimaforhold samt bygningernes energimæssige karakteristika og anvendelse. Indrømmelse af lempede krav (-4 %) til visse kedeltyper (back boilers og kedler til installering i beboelsesrum) i de medlemsstater, hvor der gælder særlige markedsforhold. Tilsyn med virkningerne af ovenstående to foranstaltninger fra Kommissionens side.
5		Tilføjelse af krav til visse højeffektive kedler, som er højere end kravene til standardkedler. Fremstilling af kravene i tabelform. Udeladelse af eksemplerne.

6	Kvalitetsmærke for hver procent højere virkningsgrad	Energimæssig ydeevnemærke for hver 3 procent højere virkningsgrad
7		Ny udformning i overensstemmelse med Rådets afgørelse 90/683/EØF af 13.12.1990
8		Tilføjelse af stk. 2 og 3 som følge af, at Rådets afgørelse 90/683/EØF af 13.12.1990 er vedtaget efter fremlæggelse af det oprindelige forslag.
9	Dato for offentliggørelse: før 1. januar 1992	Dato for offentliggørelse: før 1. januar 1993
	Dato for anvendelse: 1. januar 1993	Dato for anvendelse: 1. januar 1994
	Overgangsperiode: indtil 31. december 1995	Overgangsperiode: indtil 31. december 1997
ny 10		Kommissionen forelægger en rapport tre år efter direktivets ikrafttræden.
10 gammel		Bliver til artikel 11

Begrundelse for de ændringer,

**Rådet har indføjet
med Kommissionens tilslutning**

Artikel

- 1 Udvidelse af direktivets anvendelsesområde vil give foranstaltningerne større gennemslagskraft mod en beskeden udvidelse af certificeringsorganernes opgaver; samtidig må en bestemt kedeltype udelukkes, da den ikke kan opfylde kravene til virkningsgrad i det effektområde, som direktivet herefter omfatter.
- 2 De nye definitioner angår de kedeltyper, der ved den fælles holdning er inkluderet i direktivet.
- 3 Kondenserende kedler er ikke længere undtaget, da der nu er fastsat særlige krav til denne kedeltype i artikel 5, stk. 1.
- 4 Indførelse af betingelser for ibrugtagning og lempeligere krav til visse kedeltyper er en følge af det kompromis, der har gjort det muligt at nå frem til en fælles holdning.

Kommissionen er pålagt at overvåge, at disse foranstaltninger ikke får negativ indvirkning på energieffektiviteten og varers frie bevægelighed.

- 5 De væsentlige krav til standardkedler sættes ikke op, men anvendelse af mere effektive kedeltyper fremmes gennem definering af sådanne typer.
- 6 Der er tale om et kompromis mellem Kommissionens oprindelige forslag og visse nationale delegationers ønsker.

7 og 8 Ændringerne er blot ajourføringer af den oprindelige tekst som følge af vedtagelsen af Rådets afgørelse 90/683/EØF af 13.12.1990.

9 Tidspunkterne for offentliggørelse og anvendelse af nationale love er tilpasset det ændrede tidspunkt for vedtagelse af direktivforslaget.

Overgangsperioden er forlænget efter anmodning fra Det Forenede Kongerige, således at industrien får lettere ved at tilpasse sig de nye krav.

10 Denne nye artikel er indføjet, så resultaterne af gennemførelsen af direktivet kan kontrolleres med hensyn til energieffektivitet og varers frie bevægelighed, og så kravene i givet fald kan tilpasses til den tekniske udvikling.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΕΕΚ(92) 5 τελικό - ΣΥΝ 294

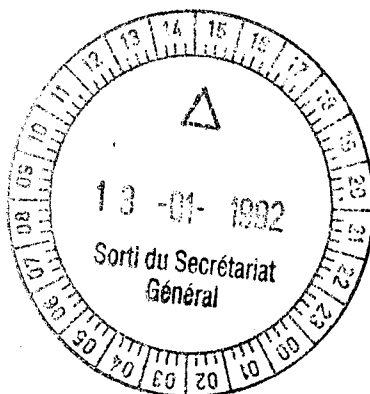
Βρυξέλλες, 5 Ιανουαρίου 1992

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ

σύμφωνα με το άρθρο 149, παράγραφος 2, β) της συνθήκης ΕΟΚ

περί της Κοινής θέσης του Συμβουλίου σχετικά με την

πρόταση Οδηγίας του Συμβουλίου
σχετικά με τις απαιτήσεις απόδοσης
για τους νέους λέβητες παραγωγής ζεστού νερού
που τροφοδοτούνται με υγρά ή αέρια καύσιμα



1. Ιστορικό

- * Στις 15 Οκτωβρίου 1990, η Επιτροπή διαβίβασε στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και στο Συμβούλιο την πρόταση οδηγίας. - Έγγραφο COM(90) τελικό - SYN 294, που δημοσιεύθηκε στην ΕΕ αριθ. C 292 της 22.11.90 σ. 8.
- * Στις 17 Απριλίου 1991, (ΕΕ αριθ. C 129 της 20.05.1991 σ.97) το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο ενέκρινε, σε πρώτη ανάγνωση, την πρόταση της Επιτροπής, υπό την επιφύλαξη 8 τροπολογιών.
- * Στις 10 Σεπτεμβρίου 1991, η Επιτροπή ενημέρωσε την Ομάδα "Ενέργεια" του Συμβουλίου για τη θέση της, η οποία εγκρίθηκε κατά την ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου στις 17 Απριλίου 1991 : 2 τροπολογίες έγιναν δεκτές εξ ολοκλήρου, 1 τροπολογία έγινε δεκτή εν μέρει, 5 τροπολογίες απορρίφθηκαν.
- * Κατά τη 284η ολομέλειά της, η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή ενέκρινε, στις 28 Φεβρουαρίου 1991, με ευρεία πλειοψηφία, τη θετική γνώμη που δημοσιεύθηκε στην ΕΕ αριθ. C 102 της 18.04.1991, σ. 46.
- * Κατά τη διάρκεια της συνεδρίασής του της 19ης Δεκεμβρίου 1991, το Συμβούλιο ενέκρινε κοινή θέση.

2. Αντικείμενο της πρότασης της Επιτροπής

Η πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου (ΕΟΚ) αφορά τις απαιτήσεις απόδοσης για τους νέους λέβητες παραγωγής ζεστού νερού που τροφοδοτούνται με υγρά ή αέρια καύσιμα, η οποία αποσκοπεί στη βελτίωση της ορθολογικής χρήσης της ενέργειας στην Κοινότητα, εξασφαλίζοντας, ταυτόχρονα, την ελεύθερη κυκλοφορία των προϊόντων.

3. Σχόλια για την κοινή θέση

3.1. Η κοινή θέση υιοθετήθηκε ομόφωνα.

3.2. Τροπολογίες που ζήτησε το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο σε πρώτη ανάγνωση (βλ. επισυναπτόμενο Πίνακα Ι) :

- Τροπολογίες που δέχθηκε η Επιτροπή και ενσωματώθηκαν στην κοινή θέση :
 - * Τροπολογία 5 - (δεκτή εν μέρει)
Τα στοιχεία της 2ης παραγράφου του σημείου 1, όσον αφορά τα τεκμήρια συμμόρφωσης προς τις βασικές απαιτήσεις για εξοπλισμούς που είναι σύμφωνοι με τα εναρμονισμένα πρότυπα, συμπεριλήφθηκαν στο άρθρο 7.1.
Τα στοιχεία του σημείου 2 της εν λόγω τροπολογίας, σχετικά με τις εναρμονισμένες μεθόδους μέτρησης των αποδόσεων και τις εφαρμοστέες ανοχές, συμπεριλήφθηκαν στο άρθρο 5.2.
 - * Τροπολογία 7 -
Το άρθρο 7, στο οποίο η τροπολογία επέφερε τροποποίηση της διατύπωσης, τροποποιήθηκε για να ληφθεί υπόψη η απόφαση του Συμβουλίου 90/683/ΕΟΚ της 13ης Δεκεμβρίου 1990 για τις ενότητες που αφορούν τις διάφορες φάσεις των διαδικασιών αξιολόγησης της πιστότητας. Η άποψη του Κοινοβουλίου ελήφθη υπόψη στη νέα διατύπωση.
 - * Τροπολογία 8 -
Η τροπολογία αυτή εισήχθη στο άρθρο 1.
- Τροπολογία που δεν έγινε δεκτή από την Επιτροπή αλλά ενσωματώθηκε στην κοινή θέση κατόπιν προσαρμογής.
 - * Τροπολογία 3 -
Οι λέβητες συμπύκνωσης συμπεριλήφθηκαν στο πεδίο εφαρμογής της οδηγίας με ειδικές απαιτήσεις απόδοσης σημαντικά υψηλότερες απ'ότι για εκείνες που καθορίζονταν για τους συνήθεις λέβητες στην αρχική πρόταση της Επιτροπής. Η κατηγορία αυτή συμπεριλήφθηκε για λόγους εσωτερικής αγοράς και προώθησης πολύ αποδοτικών λεβήτων.

3.3 Άλλες αλλαγές

Η κοινή θέση διαφέρει σε πολλά σημεία από την τροποποιημένη πρόταση της Επιτροπής.

Οι διαφορές αυτές παρατίθενται στον Πίνακα 2. Δεν τροποποιούν κατ'ουσία την αρχική πρόταση της Επιτροπής.

Η Επιτροπή συμφώνησε με τις τροποποιήσεις που συμπεριλήφθηκαν στην κοινή θέση. Η αιτιολόγηση των εν λόγω τροποποιήσεων αναπτύσσεται στον Πίνακα 3.

4. Συμπεράσματα

Τα κράτη μέλη αντιμετώπισαν ευνοϊκά την πρόταση της Επιτροπής όσον αφορά τόσο το συνολικό στόχο, όσο και την αρχή του καθορισμού υψηλών επιπέδων απόδοσης.

Εντούτοις, ανέκυψαν δυσκολίες κατά την εξέταση των ποσοτικών απαιτήσεων απόδοσης.

Ορισμένα κράτη μέλη ζήτησαν υψηλότερες αποδόσεις· αντιθέτως, άλλα θεώρησαν ότι οι προτεινόμενες από την Επιτροπή απαιτήσεις ήταν ήδη πολύ υψηλές.

Επετεύχθη συμβιβασμός χωρίς να θιγεί η ουσία της αρχικής πρότασης : η παραχώρηση σε ορισμένα κράτη μέλη να επιτρέπουν στην επικράτειά τους λιγότερο αποδοτικούς λεβήτες από εκείνους που θα μπορούν να κυκλοφορούν ελεύθερα σε ολόκληρη την Κοινότητα, αιτιολογείται λόγω των ιδιαιτέρων χαρακτηριστικών των κτιρίων τους. Σε αντιστάθμιση, η δυνατότητα να καθιερωθούν όροι για τη θέση σε λειτουργία επιτρέπει να απαιτείται η εγκατάσταση πολύ αποδοτικών λεβήτων εκεί που συντρέχουν λόγοι.

Η Επιτροπή θα παρακολουθεί συνεχώς τις συνέπειες των δύο αυτών τελευταίων μέτρων, θα επαγρυπνά για τη διατήρηση του στόχου της ενεργειακής αποτελεσματικότητας και θα εγγυάται την ελεύθερη κυκλοφορία των λεβήτων που φέρουν το σήμα ΕΚ.

Διαδικασία συνεργασίας - πρώτη ανάγνωση

Πρόταση οδηγίας σχετικά με τις απαιτήσεις απόδοσης για τους νέους λέβητες
ζεστού νερού που τροφοδοτούνται με υγρά ή αέρια καύσιμα - COM(90) 368 τελικό - SYN-294

Τροπολογία αριθ.	Αιτιολογική σκέψη	Περιεχόμενο	Δεκτή	Σχόλια
1	Άρθρο 1	Επεκτείνει το πεδίο εφαρμογής σε ολόκληρο το φάσμα ισχύος	ΟΧΙ	Η έκδοση των προβλεπόμενων πιστοποιητικών δεν γίνεται υπό αποδεκτούς όρους
2	Άρθρο 2	Τροποποιεί ορισμούς, διαγράφει άλλους	ΟΧΙ	Η έλλειψη ορισμένων ορισμών θα οδηγούσε σε αλοίωση του περιεχομένου της οδηγίας
3	Άρθρο 3	Αίτημα να συμπεριληφθούν οι λέβητες συμπίκνωσης στο πεδίο εφαρμογής της οδηγίας	ΟΧΙ	Άχρηστο, διότι οι λέβητες αυτοί έχουν εξ ορισμού, αποδόσεις υψηλότερες από τις δηλούμενες απαιτήσεις
4	Άρθρο 4	Τροποποίηση της διατύπωσης που συνδέεται με το τμήμα της τροπολογίας αριθ. 5 που απορρίπτεται από την Επιτροπή	ΟΧΙ	Για να υπάρχει συνοχή με τη θέση της Επιτροπής για το σημείο 1 της τροπολογίας αριθ. 5
5	Άρθρο 5	α) Αίτημα να καθορίζει η CEN τις ποσοτικές απαιτήσεις απόδοσης	ΟΧΙ	Ο ρόλος της CEN δεν είναι να καθορίζει τις απαιτήσεις σε θέματα ενεργειακής απόδοσης, διότι αυτές εντάσσονται στην ενεργειακή πολιτική και στην πολιτική προστασίας του περιβάλλοντος
		β) Διευκρίνιση του ρόλου των προτύπων και της CEN	ΝΑΙ	Επιβεβαιώνει την τοποθέτηση που επελέγη και σε άλλα κοινοτικά κείμενα

Τροπολογία αριθ.	Εκτιμώντας ή άρθρο	Περιεχόμενο	Δεκτή	Σχόλια
6	Άρθρο 6	Αναθέτει στην CEN την απόδοση των σημάτων ποιότητας	ΟΧΙ	Απορρίφθηκε για να υπάρξει συνέπεια με τη θέση της Επιτροπής για την τροπολογία αριθ. 5.
7	Άρθρο 7	Τροποποίηση διατύπωσης	ΝΑΙ	Δεν τροποποιεί την ουσία του άρθρου. Εντούτοις, λαμβάνοντας υπόψη τη θέση για το άρθρο 6, τα δεύτερα εδάφια των σημείων 1 και 2 του άρθρου 7 πρέπει να διατηρηθούν
8	Άρθρο 8	Διευκρινίζει ότι η εν λόγω πρόταση οδηγίας εντάσσεται στο πρόγραμμα SAVE	ΝΑΙ	Χρήσιμη διευκρίνιση.

Πίνακας 2

Άρθρα	Τροποποιημένη πρόταση	Κοινή θέση
1	10 έως 400 kw	4 έως 400 kw
2	-	προσθέτει ορισμένους ορισμούς
3	εξαιρεί τους λέβητες συμπύκνωσης	επαναφέρει τους λέβητες συμπύκνωσης, αλλά εξαιρεί άλλους. Διευκρινίζει ότι οι απαιτήσεις δεν αφορούν παρά μόνο την λειτουργία θέρμανσης.
4		Εισάγει όρους θέσης σε λειτουργία των λεβήτων σε συνάρτηση με τις τοπικές κλιματικές συνθήκες, καθώς και τα ενεργειακά χαρακτηριστικά των κτιρίων και τις συνθήκες χρήσης τους. Επιτρέπει μειωμένες απαιτήσεις (-4%) για ορισμένους τύπους λεβήτων (back boilers) και λέβητες που τοποθετούνται σε κατοικημένο χώρο) μόνο στα κράτη μέλη που παρουσιάζουν ορισμένα χαρακτηριστικά στην αγορά τους. Προβλέπει την παρακολούθηση από την Επιτροπή των συνεπειών από τα δύο προηγούμενα μέτρα.
5		Εισάγει, επιπλέον των απαιτήσεων για συνήθεις λέβητες, υψηλότερες απαιτήσεις για ορισμένες κατηγορίες λεβήτων υψηλής απόδοσης. Παρουσιάζει τις απαιτήσεις υπό μορφή πίνακα. Διαγράφει τα παραδείγματα.

- | | | |
|--------------|---|--|
| 6 | Σήματα ποιότητας για κάθε επιπλέον μονάδα απόδοσης | Σήματα ενεργειακών επιδόσεων για κάθε 3 επιπλέον μονάδες απόδοσης. |
| 7 | | Νέα διατύπωση, σύμφωνη με την απόφαση του Συμβουλίου 90/683/ΕΟΚ της 13.12.1990 . |
| 8 | - | Προστέθηκαν τα σημεία 8.2 και 8.3 κατόπιν της αποφάσεως του Συμβουλίου 90/683/ΕΟΚ της 13.12.1990, που ελήφθη μετά την υποβολή της αρχικής πρότασης. |
| 9 | Ημερομηνία δημοσίευσης:

πριν την 1η Ιανουαρίου 1992

Ημερομηνία εφαρμογής:

Η 1η Ιανουαρίου 1993.

Μεταβατική περίοδος:

Μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1995 | Ημερομηνία δημοσίευσης:

πριν την 1η Ιανουαρίου 1993

Ημερομηνία εφαρμογής:

Η 1η Ιανουαρίου 1994

Μεταβατική περίοδος:

Μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1997 |
| 10
νέο | | Προβλέπει έκθεση της Επιτροπής 3 χρόνια μετά την έναρξη εφαρμογής της οδηγίας. |
| 10
παλαιό | | γίνεται άρθρο 11 |

Πίνακας 3

Αιτιολόγηση των τροποποιήσεων
που επέφερε το Συμβούλιο
σε συμφωνία με την Επιτροπή

Άρθρα

- 1 Η διεύρυνση του πεδίου εφαρμογής της οδηγίας θα αυξήσει πολύ την αποτελεσματικότητα του μέτρου, ενώ θα επιβαρύνει λίγο το έργο των οργανισμών πιστοποίησης· καθιστά, επίσης, αναγκαία την εξαίρεση ενός τύπου λέβητα, για τον οποίο δεν μπορούν να τηρηθούν οι απαιτήσεις απόδοσης στα πλαίσια του νέου πεδίου ισχύος που καλύπτεται από την οδηγία.
- 2 Οι νέοι ορισμοί είναι σχετικοί με τις διάφορες κατηγορίες λεβήτων που εισάγει στην οδηγία η κοινή θέση.
- 3 Δεν συμπεριλαμβάνεται πλέον η εξαίρεση για τους λέβητες συμπίκνωσης, γιατί καθορίζονται πλέον ειδικές απαιτήσεις για αυτό τον τύπο λέβητα στο άρθρο 5.1.
- 4 Η εισαγωγή όρων για τη θέση σε λειτουργία και μειωμένων απαιτήσεων για ορισμένους τύπους λεβήτων είναι το αποτέλεσμα του συμβιβασμού, ο οποίος επέτρεψε να διαμορφωθεί μια κοινή θέση.

Η Επιτροπή επιφορτίσθηκε να επαγρυπνά ούτως ώστε τα εν λόγω μέτρα να μην έχουν αρνητικές συνέπειες για την ενεργειακή αποτελεσματικότητα και την ελεύθερη κυκλοφορία των προϊόντων.
- 5 Χωρίς να απαιτούνται υψηλότερες απαιτήσεις για τους συνήθεις λέβητες, ο καθορισμός τύπων λεβήτων με καλύτερες επιδόσεις δεν μπορεί παρά να προωθήσει τη χρησιμοποίηση των εν λόγω εξοπλισμών.
- 6 Πρόκειται για συμβιβασμό μεταξύ της αρχικής πρότασης της Επιτροπής και του αιτήματος ορισμένων εθνικών αντιπροσωπειών.

7 και 8 Πρόκειται μόνο για προσαρμογή στην παρούσα κατάσταση των αρχικών κειμένων σε συνάρτηση με την προσαρμογή της απόφασης του Συμβουλίου 90/683/ΕΟΚ της 13ης Δεκεμβρίου 1990.

9 Οι ημερομηνίες δημοσίευσης των εθνικών νομοθεσιών και εφαρμογής τους προσαρμόστηκαν σε συνάρτηση με τις προθεσμίες έγκρισης της πρότασης οδηγίας.

Μετά από αίτημα της αντιπροσωπείας του Ηνωμένου Βασιλείου, η μεταβατική περίοδος παρατάθηκε, για να επιτρέψει στη βιομηχανία να προσαρμοστεί ευκολότερα στις νέες απαιτήσεις.

10 Το νέο αυτό άρθρο εισήχθη για να επιτρέψει έλεγχο των αποτελεσμάτων που θα επιτευχθούν από την εφαρμογή της παρούσας οδηγίας, από την άποψη της ενεργειακής αποτελεσματικότητας και της ελεύθερης κυκλοφορίας των προϊόντων, και, ενδεχομένως, προσαρμογή των απαιτήσεων στην τεχνολογική εξέλιξη.

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

EC(92) 5 final - SYN 294

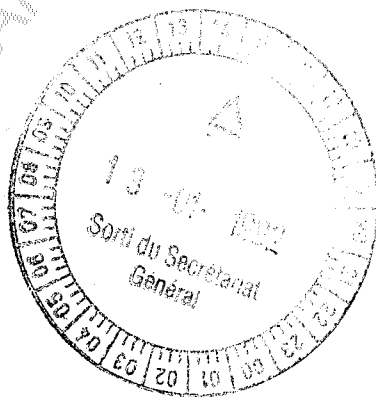
Bruselas, 9 de enero de 1992

COMUNICACION DE LA COMISION AL PARLAMENTO EUROPEO

con arreglo a la letra b) del párrafo 2 del artículo 149
del tratado CEE

relativa a la Posición Común del Consejo sobre la

propuesta de Directiva del Consejo
relativa a las exigencias de rendimiento
para las calderas nuevas de agua caliente
alimentadas con combustibles líquidos o gaseosos



1. Antecedentes del expediente

- * Con fecha de 15 de octubre de 1990, la Comisión envió al Parlamento Europeo y al Consejo la propuesta de Directiva.
- Documento COM(90) 368 final - SYN 294 publicado en el D.O. nº C 292 de 22.11.90, pág. 8.
- * Con fecha de 17 de abril de 1991 (D.O. nº C 102 de 18.04.1991, pág. 46), el Parlamento Europeo aprobó en primera lectura la propuesta de la Comisión, a condición de introducir 8 enmiendas en la misma.
- * El 10 de septiembre de 1991, la Comisión informó al Grupo de Energía del Consejo de su posición, aprobada en el pleno del Parlamento Europeo de 17 de abril de 1991, que consistía en 2 enmiendas aceptadas íntegramente, 1 enmienda aceptada parcialmente y 5 enmiendas rechazadas.
- * En el pleno nº 284, el Comité Económico y Social aprobó el 28 de febrero de 1991, por amplia mayoría, un dictamen favorable, publicado en el D.O. nº C 192 de 18.04.1991, pág. 46.
- * En su reunión de 19 de diciembre de 1991, el Consejo aprobó una posición común.

2. Finalidad de la propuesta de la Comisión

La propuesta de Directiva del Consejo (CEE) se refiere a los requisitos de rendimiento para las calderas nuevas de agua caliente alimentadas con combustibles líquidos o gaseosos, establecidos a fin de mejorar el uso racional de la energía en la Comunidad, garantizando al mismo tiempo la libre circulación de productos.

3. Comentarios sobre la posición común

3.1 La posición común se aprobó por unanimidad.

3.2 Decisión sobre las enmiendas solicitadas por el Parlamento Europeo en primera lectura (véase el cuadro 1 adjunto):

- Enmiendas aceptadas por la Comisión e introducidas en la posición común:

* Enmienda 5 - (aceptada parcialmente)

El segundo apartado del punto 1, relativo a la consideración de cumplimiento de los requisitos esenciales de los equipos conformes con las normas armonizadas, se ha recogido en el apartado 1 del artículo 7.

El punto 2 de esta enmienda sobre los métodos armonizados de medición del rendimiento y las tolerancias que se han de aplicar se recoge en el apartado 2 del artículo 5.

* Enmienda 7 -

El artículo 7, cuya redacción se modificó en esta enmienda, se ha modificado para tener en cuenta la Decisión del Consejo 90/683/CEE, de 13 de diciembre de 1990, relativa a los módulos correspondientes a las diversas fases de los procedimientos de evaluación de la conformidad que van a utilizarse en las directivas de armonización técnica. En la nueva redacción se ha tenido en cuenta la preocupación del Parlamento.

* Enmienda 8 -

Esta enmienda se ha introducido en el artículo 1.

- Enmienda que la Comisión no ha aceptado, pero que se ha introducido en la posición común después de adaptarla.

* Enmienda 3 -

Las calderas de condensación se han incluido en el campo de aplicación de la Directiva con requisitos de rendimiento específicos bastante más elevados que los establecidos para las calderas normales en la propuesta inicial de la Comisión. Se ha incluido este tipo de caldera por motivos de mercado interior y para fomentar el uso de las calderas de alto rendimiento.

3.3 Otros cambios

La posición común difiere en varios puntos de la propuesta modificada de la Comisión.

Las diferencias, que se recogen en el cuadro 2, no modifican el fondo de la propuesta inicial de la Comisión.

La Comisión ha expresado su acuerdo con las modificaciones introducidas en la posición común. En el cuadro 3 se exponen las razones que justifican dichas modificaciones.

4. Conclusiones

Los Estados miembros han acogido favorablemente la propuesta de la Comisión en lo que respecta tanto al objetivo global como al principio de la fijación de niveles elevados de rendimiento.

No obstante, al examinar los requisitos cuantitativos de rendimiento han surgido dificultades.

Determinados Estados miembros han solicitado rendimientos más elevados y, en cambio, otros han considerado los requisitos propuestos por la Comisión ya demasiado elevados.

Se ha logrado llegar a un acuerdo sin alterar el fondo de la propuesta inicial, ya que, por un lado, la concesión hecha a algunos Estados miembros para que puedan admitir en su territorio calderas de menor rendimiento que las que podrán circular libremente por toda la Comunidad está justificada por las especiales características de su parque inmobiliario y, por otro lado, como contrapartida, la posibilidad de introducir requisitos de puesta en funcionamiento permite exigir la instalación de calderas de alto rendimiento donde esté justificado.

La Comisión controlará permanentemente los efectos de estas dos últimas medidas y garantizará el objetivo de rendimiento energético y, al mismo tiempo, la libre circulación de las calderas que lleven la marca CE.

Procedimiento de Cooperación: primera lectura

Propuesta de Directiva relativa a las exigencias de rendimiento para las calderas nuevas de agua caliente alimentadas con combustibles líquidos o gaseosos. COM(90) 368 final-SYN-294

<i>Modif. nº</i>	<i>Considerando o artículo</i>	<i>Contenido</i>	<i>Aceptable</i>	<i>Comentarios</i>
1	Artículo nº1	<i>Amplía el campo de aplicación a toda la gama de potencia</i>	NO	<i>La extensión de los certificados previstos no se realizaría en condiciones aceptables</i>
2	Artículo nº2	<i>Modifica unas definiciones, suprime otras</i>	NO	<i>La ausencia de determinadas definiciones haría posible desnaturalizar el contenido de la Directiva</i>
3	Artículo nº3	<i>Solicita la inclusión de las calderas de condensación en el ámbito de aplicación de la Directiva</i>	NO	<i>Inútil, ya que esas calderas alcanzan, por definición, rendimientos superiores a los exigidos</i>
4	Artículo nº4	<i>Modificación de la redacción relacionada con la sección de la modificación nº 5 que la Comisión no acepta</i>	NO	<i>Para que sea coherente con la postura de la Comisión sobre el punto 1 de la modificación nº 5</i>
5	Artículo nº5	<i>a) Solicita al CEN que determine cuantitativamente los requisitos de rendimiento</i>	NO	<i>El papel del CEN no es el de determinar los requisitos sobre eficacia energética, ya que éstos dependen de las políticas de energía y de protección del medio ambiente</i>
		<i>b) Precisar el papel de las normas y del CEN</i>	SÍ	<i>Confirma las posiciones adoptadas en otros textos comunitarios</i>

<i>Modif. nº</i>	<i>Considerando o artículo</i>	<i>Contenido</i>	<i>Aceptable</i>	<i>Comentarios</i>
6	<i>Artículo nº6</i>	<i>Encomienda al CEN la atribución de las etiquetas de calidad</i>	<i>NO</i>	<i>Rechazada para mantener la coherencia con la postura de la Comisión sobre la modificación nº 5</i>
7	<i>Artículo nº7</i>	<i>Modificación de la redacción</i>	<i>SI</i>	<i>No modifica el contenido del artículo. No obstante, teniendo en cuenta la postura adoptada sobre el artículo 6, deberá mantenerse el segundo párrafo de los puntos 1 y 2 del artículo 7</i>
8	<i>Artículo nº1</i>	<i>Precisa que esta propuesta de Directiva forma parte del programa SAVE.</i>	<i>SI</i>	<i>Precisión útil</i>

Cuadro 2

Artículos	Propuesta modificada	Posición común

1	10 a 400 kw	4 a 400 kw
2	-	añade determinadas definiciones
3	excluye las calderas de condensación	retoma las calderas de condensación, pero excluye otras
		Precisa que los requisitos sólo se refieren a la función de calefacción.
4		Introduce condiciones para la puesta en servicio de las calderas según las condiciones climáticas locales y las características energéticas y de ocupación de los edificios
		Admite requisitos inferiores (- 4%) para determinados tipos de calderas (back boilers y calderas instaladas en el espacio habitado) únicamente en los Estados miembros cuyos mercados reúnen determinadas características.
		Establece la vigilancia a cargo de la Comisión de los efectos de las dos medidas anteriores.
5		Introduce, además de los requisitos para calderas normales, requisitos más estrictos para determinadas categorías de calderas de alto rendimiento.
		Presenta los requisitos en un cuadro.
		Suprime los ejemplos.

6	Etiquetas de calidad por un punto de rendimiento suplementario	Etiquetas de rendimiento energético por tres puntos de rendimiento suplementarios
7		Nueva redacción de acuerdo con la Decisión del Consejo 90/683/CEE de 13.12.1990.
8	-	Se añaden los puntos 8.2 y 8.3 como consecuencia de la aprobación, tras la presentación de la propuesta inicial, de la Decisión del Consejo 90/863/CEE de 13.12.1990
9	Fecha de publicación: antes del 1 de enero de 1992	Fecha de publicación: antes del 1 de enero de 1993
	Fecha de aplicación: 1 de enero de 1993	Fecha de aplicación: 1 de enero de 1994
	Periodo transitorio: hasta el 31 de diciembre de 1995	Periodo transitorio: hasta el 31 de diciembre de 1997
10 nuevo		Prevé un informe de la Comisión 3 años después de la entrada en vigor de la Directiva.
10 antiguo		se convierte en el artículo 11

Justificación de las modificaciones
introducidas por el Consejo
de acuerdo con la Comisión

Artículos

- 1 La ampliación del ámbito de aplicación de la Directiva hará que esta medida surta mayores efectos, pero aumentará el trabajo de los organismos de certificación; es, por lo tanto, necesario excluir el tipo de calderas que no respete los requisitos de rendimiento para la nueva gama de potencias cubierta por la Directiva.
- 2 Las nuevas definiciones se refieren a las diferentes categorías de calderas introducidas en la Directiva por la posición común.
- 3 Deja de incluirse la exclusión de las calderas de condensación ya que en el apartado 1 del artículo 5 se determinan requisitos particulares para ese tipo de calderas.
- 4 La introducción de condiciones para la puesta en servicio y de requisitos inferiores para determinados tipos de calderas es el resultado del compromiso que ha permitido alcanzar la posición común.

Se ha encomendado a la Comisión el velar por que esas medidas no afecten negativamente ni a la eficacia energética ni a la libre circulación de productos.
- 5 Sin por ello aumentar el nivel de los requisitos esenciales para las calderas normales, la definición de tipos de calderas de mayor rendimiento fomenta el empleo de tales equipos.
- 6 Se trata de un compromiso entre la propuesta inicial de la Comisión y lo solicitado por determinadas delegaciones nacionales.

7 y 8 Son simples puestas al día de textos iniciales como consecuencia de la aprobación de la Decisión del Consejo 90/863/CEE de 13 de diciembre de 1990.

9 Las fechas de publicación de las legislaciones nacionales y de su entrada en vigor se han adaptado en función de los plazos de adopción de la propuesta de Directiva.

A petición de la delegación del Reino Unido, se amplía el periodo transitorio para que la industria pueda así adaptarse más fácilmente a los nuevos requisitos.

10 Este nuevo artículo se ha introducido con el fin de poder controlar los resultados obtenidos tras la aplicación de la presente Directiva desde el punto de vista de la eficacia energética y de la libre circulación de productos y, llegado el caso, poder adaptar los requisitos a la evolución de la técnica.

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

SEC(92) 5 final - SYN 294

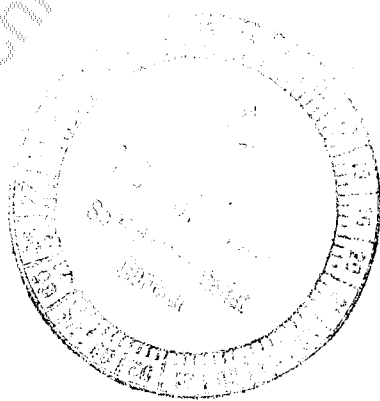
Bruxelas, 9 de Janeiro de 1992

COMUNICAÇÃO DA COMISSÃO AO PARLAMENTO EUROPEU

por força do disposto no n° 2, alínea b), do artigo 149°
do tratado CEE

atínente à Posição Comum do Conselho sobre a

proposta de Directiva do Conselho
relativa às exigências de rendimento
para novas caldeiras de água quente
alimentadas com combustíveis líquidos ou gasosos



1. Historial

- * Em 15 de Outubro de 1990, a Comissão apresentou ao Parlamento Europeu e ao Conselho a proposta de directiva.
- Documento COM (90) final - SYN 294 publicado no JO nº C 292 de 22.11.90, p. 8.
- * Em 17 de Abril de 1991 (JO nº C 129 de 20.5.1991, p. 97), o Parlamento Europeu aprovou, em primeira leitura, a proposta da Comissão sob reserva de introdução de 8 alterações.
- * Em 10 de Setembro de 1991, a Comissão informou o Grupo "Energia" do Conselho da sua posição, adoptada aquando da sessão plenária do Parlamento Europeu de 17 de Abril de 1991: 2 alterações aceites na sua totalidade, 1 alteração parcialmente aceite, 5 alterações rejeitadas.
- * Durante a sua 284ª sessão plenária, o Comité Económico e Social adoptou por grande maioria, em 28 de Fevereiro de 1991, o parecer favorável publicado no JO nº C 102 de 18.4.1991, p. 46.
- * Durante a sua reunião de 19 de Dezembro de 1991, o Conselho adoptou uma posição comum.

2. Objecto da proposta da Comissão

A proposta de directiva do Conselho (CEE) diz respeito às exigências de rendimento para novas caldeiras de água quente alimentadas com combustíveis líquidos ou gasosos, estabelecida a fim de melhorar a utilização racional da energia na Comunidade, continuando a garantir a livre circulação dos produtos.

3. Comentários sobre a posição comum

3.1 A posição comum foi adoptada por unanimidade.

3.2 Seguimento dado às alterações solicitadas pelo Parlamento Europeu em primeira leitura (ver Quadro 1 em anexo):

- Alterações aceites pela Comissão e integradas na posição comum:

* Alteração nº 5 - (parcialmente aceite)

Os elementos do nº 1, segundo parágrafo, respeitantes à presunção de conformidade com as exigências essenciais dos equipamentos conformes com as normas harmonizadas, foram retomados no nº 1 do artigo 7º.

Os elementos do nº 2 dessa alteração respeitante aos métodos harmonizados de medição dos rendimentos e às tolerâncias a aplicar são retomados no nº 2 do artigo 5º.

* Alteração nº 7 -

O artigo 7º, cuja redacção era o objecto desta alteração, foi alterado de modo a ter em conta a Decisão 90/683/CEE do Conselho, de 13 de Dezembro de 1990, relativa aos módulos referentes às diversas fases dos procedimentos de avaliação da conformidade. A preocupação do Parlamento foi tomada em consideração na nova redacção.

* Alteração nº 8 -

Esta alteração foi introduzida no artigo 1º.

- Alteração não aceite pela Comissão, mas integrada na posição comum depois de adaptada.

* Alteração nº 3 -

As caldeiras com condensação foram incluídas no âmbito de aplicação da directiva, com exigências de rendimento específicas significativamente mais elevadas que as definidas para as caldeiras vulgares na proposta inicial da Comissão. Esse tipo de caldeiras foi introduzido por razões ligadas ao mercado interno e à promoção de caldeiras de elevado rendimento.

3.3 Outras alterações

A posição comum difere em muitos aspectos da proposta da Comissão alterada.

Estas diferenças estão indicadas no Quadro 2. Não alteram, no essencial, a proposta inicial da Comissão.

A Comissão manifestou o seu acordo em relação às alterações introduzidas na posição comum. As razões que fundamentam essas alterações são indicadas no Quadro 3.

4. Conclusões

Os Estados-membros acolheram favoravelmente a proposta da Comissão, quer no respeitante ao objectivo global quer ao princípio de fixação de níveis elevados de rendimento.

Todavia, surgiram dificuldades aquando da análise dos valores exigidos para os rendimentos.

Alguns Estados-membros solicitaram rendimentos mais elevados; outros, em contrapartida, consideraram que as exigências propostas pela Comissão já eram demasiado elevadas.

Foi possível chegar a um compromisso sem alterar o conteúdo essencial da proposta inicial: a concessão feita a determinados Estados-membros no sentido de admitirem nos respectivos territórios caldeiras de menor rendimento que aquelas que beneficiarão da livre circulação em toda a Comunidade, é justificada pelas características particulares dos seus respectivos parques imobiliários. Em contrapartida, a possibilidade de introduzir indicações de entrada em serviço, permite exigir a instalação de caldeiras de elevado rendimento onde for considerado justificado.

Os efeitos destas duas últimas medidas serão objecto da vigilância permanente da Comissão que deve velar pela manutenção do objectivo de eficácia energética, garantindo simultaneamente a livre circulação de caldeiras com a marca 'CE'.

Proposta de Directiva relativa às exigências de rendimento para novas caldeiras de água quente alimentadas com combustíveis líquidos ou gasosos - COM(90) 368 final-SYN-294

Alteração n.º	Considerando ou artigo	Conteúdo	ACEITÁVEL	Comentários
1	Artigo 1.º	Alarga o âmbito de aplicação a toda a gama de potência	NÃO	A atribuição dos certificados previstos não seria efectuada em condições aceitáveis
2	Artigo 2.º	Altera definições, suprimindo outras	NÃO	A ausência de determinadas definições permitiria desvirtuar o conteúdo da Directiva
3	Artigo 3.º	Pedido de inclusão das caldeiras com condensação no âmbito de aplicação da directiva	NÃO	Inútil, pois estas caldeiras têm, por definição rendimentos superiores às exigências enunciadas
4	Artigo 4.º	Alteração da redacção ligada à parte da 5.ª alteração que é rejeitada pela Comissão	NÃO	Por razões de coerência com a posição da Comissão sobre o n.º 1 da alteração n.º 5
5	Artigo 5.º	a) Solicita ao CEN que defina valores exigidos para os rendimentos	NÃO	O CEN não tem por função fixar as exigências em matéria de eficiência energética, pois estas decorrem das políticas energética e de protecção do ambiente. Confirma posições tomadas em outros textos comunitários
		b) Especifica a função das normas e do CEN	SIM	

<i>Alteração n.º</i>	<i>Considerando ou artigo</i>	<i>Conteúdo</i>	<i>Aceitável</i>	<i>Comentários</i>
6	<i>Artigo 6.º</i>	<i>Confia a atribuição das marcas de qualidade ao CHN</i>	<i>NÃO</i>	<i>Rejeitada por razões de coerência com a posição da Comissão sobre a alteração n.º 5.</i>
7	<i>Artigo 7.º</i>	<i>Alteração de redacção</i>	<i>SIM</i>	<i>Não altera o conteúdo essen- cial do artigo. Contudo, tendo em conta a posição tomada em relação ao artigo 6.º, os segundos pará- grafos dos n.ºs 1 e 2 do artigo 7.º devem ser mantidos.</i>
8	<i>Artigo 1.º</i>	<i>Especifica que esta proposta de directiva se inscreve no Programa SAVH.</i>	<i>SIM</i>	<i>Especificação útil.</i>

Quadro 2

Artigos	Proposta alterada	Posição comum

1 ^o	10 a 400 kW	4 a 400 kW
2 ^o	-	acrescenta algumas definições
3 ^o	exclui as caldeiras com condensação	inclui as caldeiras com condensação, mas exclui outras
		Especifica que as exigências apenas se referem à função de aquecimento.
4 ^o		Introduz condições de entrada em serviço das caldeiras em função das condições climáticas locais, bem como das características energéticas e da ocupação de edifícios.
		Admite exigências menores (-4%) para determinados tipos de caldeiras (caldeiras de apoio e caldeiras instaladas em espaços habitados) apenas nos Estados-membros que apresentem certas características de mercado.
		Prevê a vigilância pela Comissão dos efeitos produzidos pelas duas anteriores medidas.
5 ^o		Introduz, para além das exigências para caldeiras vulgares, exigências mais rigorosas para determinadas categorias de caldeiras de rendimento elevado.
		Apresenta as exigências sob a forma de quadro.
		Suprime os exemplos.

6º	Marcas de qualidade por cada ponto de rendimento suplementar	Marcas de rendimento energético por cada 3 pontos de rendimento suplementar.
7º		Nova redacção em conformidade com a Decisão 90/683/CEE do Conselho, de 13.12.1990.
8º	-	Os n.ºs 2 e 3 do artigo 8º são aditados na sequência da Decisão 90/683/CEE do Conselho de 13.12.1990, adoptada após a apresentação da proposta inicial.
9º	Data de publicação: antes de 1 de Janeiro de 1992	Data de publicação: antes de 1 de Janeiro de 1993
	Data de aplicação: 1 de Janeiro de 1993	Data de aplicação: 1 de Janeiro de 1994
	Período transitório: até 31 de Dezembro de 1995	Período transitório: até 31 de Dezembro de 1997
10º novo		Prevê um relatório da Comissão 3 anos após a aplicação da directiva.
10º antigo		Passa a ser o artigo 11º

Quadro 3

Justificação das alterações
Introduzidas pelo Conselho
de acordo com a Comissão

Artigos

- 1^o A extensão do âmbito de aplicação da Directiva traduzir-se-á por um maior impacto da medida, mas aumentará um pouco a tarefa dos organismos de certificação; tal medida torna igualmente necessária a exclusão de um tipo de caldeira que não respeite as exigências de rendimento na nova gama de potência abrangida pela directiva.
- 2^o As novas definições dizem respeito às diferentes categorias de caldeiras introduzidas na directiva pela posição comum.
- 3^o Deixa de estar prevista a exclusão de caldeiras com condensação, pois são agora fixadas exigências especiais para este tipo de caldeira no n.º 1 do artigo 5^o.
- 4^o A introdução de condições de entrada em serviço e de exigências menores para determinados tipos de caldeiras, são o resultado do compromisso que permitiu alcançar uma posição comum.
- A Comissão foi encarregada de velar para que essas medidas não tenham efeitos negativos a nível da eficácia energética e da livre circulação dos produtos.
- 5^o Sem aumentar o nível das exigências essenciais relativas às caldeiras vulgares, a definição de tipos de caldeiras com melhor rendimento, não pode deixar de promover a utilização de tais equipamentos.
- 6^o Trata-se de um compromisso entre a proposta inicial da Comissão e o pedido apresentado por determinadas delegações nacionais.

7º e 8º Constituem apenas actualizações dos textos iniciais em função da adaptação da Decisão 90/683/CEE do Conselho, de 13 de Dezembro de 1990.

9º As datas de publicação das disposições legislativas nacionais e da sua aplicação, foram adaptadas em função dos prazos de adopção da proposta de directiva.

A pedido da delegação do Reino Unido, o período transitório foi prorrogado de modo a permitir que a indústria se adapte mais facilmente às novas exigências.

10º Este novo artigo foi introduzido para permitir um controlo dos resultados obtidos com a aplicação da presente directiva sob o prisma da eficácia energética e da livre circulação dos produtos e, se for caso disso, uma adaptação das exigências à evolução tecnológica.